



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 31 décembre 1955

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, December 31st, 1955

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
38933 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
38933 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 13235-55)

Aluminium Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1955, constituant en corporation: Denyse Forget, Suzanne Lefebvre et Rita Angers, toutes sténographes, filles majeures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes, l'industrie et le commerce de constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de "Aluminium Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

Letters Patent

(A.G. 13235-55)

Aluminium Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November 1955, incorporating: Denyse Forget, Suzanne Lefebvre and Rita Angers, all stenographers, filles majeures, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of, and deal in general builders and contractors, under the name of "Aluminium Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12921-55)

Anthony Yacovelli Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Anthony Yacovelli, gérant, Jeanne Beaudry Yacovelli, ménagère, épouse séparée de biens dudit Anthony Yacovelli, tous deux de la cité de Verdun et Roch Yacovelli, marchand, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de ses spécialités tous ou aucun des commerces suivants: appareils et équipements électriques, lampes, radios, télévisions ameublement et accessoires de maison, sous le nom de "Anthony Yacovelli Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 12921-55)

Anthony Yacovelli Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Anthony Yacovelli, manager, Jeanne Beaudry Yacovelli, housewife, wife separate as to property of the said Anthony Yacovelli, both of the city of Verdun, and Roch Yacovelli, merchant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all or any of its branches all or any one of the following businesses, electrical fixtures and equipment, lamps, radios, televisions, household furniture and accessories, under the name of "Anthony Yacovelli Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12927-55)

Baillargeon & Dion Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1955, constituant en corporation: Damase Baillargeon, Marcel Dion, tous deux maîtres-plombiers, et Rollande Dufresne, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Marcel Dion, et dûment autorisée aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires en général dans le commerce de plombiers, poseurs d'appareils à vapeur, d'installation d'appareils de chauffage sanitaire et autre travaux connexes, sous le nom de "Baillargeon & Dion Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1980 Des Carrières, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12927-55)

Baillargeon & Dion Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November 1955, incorporating: Damase Baillargeon, Marcel Dion, both master-plumbers and Rollande Dufresne, secretary, wife separate as to property of the said Marcel Dion, and duly authorized for the purposes herein, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of plumbers, installing steam apparatus, sanitary heating apparatus and other operations connected therewith, under the name of "Baillargeon & Dion Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1980 Des Carrières, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(P.G. 13012-55)

Bates RD. Bldg. Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date, du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, avocats et Albert Edward Liddell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter et administrer une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Bates RD. Bldg. Co.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 13012-55)

Bates RD. Bldg. Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Benjamin Shulman, Frank Melvin Godine, advocates, and Albert Edward Liddell, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase and manage a certain immovable property, under the name of "Bates RD. Bldg. Co.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13080-55)

Birchwood Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Birchwood Holdings Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 13080-55)

Birchwood Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham Shuster, advocates, and Freda Pomerance, Secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Birchwood Holdings Inc.", with a total capital stock divided into 1,000 common shares of no par value and into 1,000 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13060-55)

Bouchard & Bouchard Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1955, constituant en corporation: Armand Bouchard, industriel, Monique Morin Bouchard, épouse commune en biens dudit Armand Bouchard et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Saint-Rédempteur, et Armand Mainguy, comptable, de Québec, tous du district judiciaire de Québec pour les objets suivants:

Fabrication, installation de tout objet mobilier ou immobilier en fer et placage de métal de toutes sortes, sous le nom de "Bouchard & Bouchard Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$50 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Rédempteur, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 13060-55)

Bouchard & Bouchard Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November 1955, incorporating: Armand Bouchard, industrialist, Monique Morin Bouchard, wife common as to property of the said Armand Bouchard and duly authorized by him for the purposes herein, both of Saint Rédempteur, and Armand Mainguy, accountant, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and install any attachable or detachable object in iron or metal plating of every nature and kind, under the name of "Bouchard & Bouchard Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Rédempteur, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(P.G. 12891-55)

Decelles Avenue Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, Henry Nevard, étudiant, tous deux de Westmount et Sylvia Vineberg, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Decelles Avenue Holdings Ltd.", avec un capital total de \$21,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 180 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce troisième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 12891-55)

Decelles Avenue Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of November 1955, incorporating: Melvin Rothman, advocate, Henry Nevard, student, both of Westmount, and Sylvia Vineberg, secretary, fille majeure, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Decelles Avenue Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$21,000, divided into 300 common shares of \$10 each and into 180 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12994-55)

Desmarais & Lemaire Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Desmarais, cultivateur, Paul Lemaire, mécanicien, tous deux de Frelighsburg, district judiciaire de Bedford, et Gabriel Houle, marchand, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie générale de construction, sous le nom de "Desmarais & Lemaire Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 700 actions communes de \$10 chacune et en 430 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12994-55)

Desmarais & Lemaire Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November 1955, incorporating: Jean-Paul Desmarais, farmer, Paul Lemaire, mechanic, both of Frelighsburg, judicial district of Bedford, and Gabriel Houle, merchant, d'Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To carry on the operations of a general construction company, under the name of "Desmarais & Lemaire Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 700 common shares of \$10 each and 430 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(P.G. 12896-55)

Dolansky Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze novembre 1955, constituant en corporation: Charles H. Dolansky, manufacturier, Edward Samuel Berger, avocat et Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Dolansky Investment Corp.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions catégorie "A" avec droit de vote et sans valeur au pair, 1,000 actions catégorie "B" sans droit de vote et sans valeur au pair et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 12896-55)

Dolansky Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1955, incorporating: Charles H. Dolansky, manufacturer, Edward Samuel Berger, advocate, and Sureka Wasserman, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Dolansky Investment Corp.", with a capital stock divided into 1,000 class "A" voting, no par value shares, 1,000 class "B" non-voting shares of no par value, and into 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12964-55)

Doucet Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1955, constituant en corporation: Jérôme Doucet, industriel, Thomas Gagnon, comptable, et Raymond Arseneault, commis, tous de Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules automobiles, de leurs parties et accessoires, sous le nom de "Doucet Automobiles Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(A.G. 12964-55)

Doucet Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November 1955, incorporating: Jérôme Doucet, industrialist, Thomas Gagnon, accountant, and Raymond Arseneault, clerk, all of Baie Comeau, judicial district of Saguenay, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicle and parts and accessories thereof, under the name of "Doucet Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(P.G. 13025-55)

Elron Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Bernard Diamond, J. Steve Bless, avocats, de Montréal, et Louis Orenstein, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de "Elron Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1169 rue Bernard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13022-55)

Federal Frozen Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1955, constituant en corporation: David Slopach, boucher, de Ville Mont-Royal, Ben Slopach, boucher, de Montréal, et Max Slapack, avocat, de Côte St-Luc, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'aliments congelés, sous le nom de "Federal Frozen Foods Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13019-55)

Flash Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1955, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal et Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'électriciens, manufacturiers et poseurs d'installations électriques et fournir le service relativement à icelles, sous le nom de "Flash Electric Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4363 rue Drolet, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 13025-55)

Elron Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Bernard Diamond, J. Steve Bless, advocates, of Montreal, and Louis Orenstein, advocate, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Elron Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1169 Bernard street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 13022-55)

Federal Frozen Foods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1955, incorporating: David Slopach, butcher, of the town of Mount Royal, Ben Slopach, butcher, of Montreal, and Max Slapack, advocate, of Côte St. Luc, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in frozen foods, under the name of "Federal Frozen Foods Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 13019-55)

Flash Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1955, incorporating: Marcus Meyer Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electricians, manufacturers and installers of electrical construction and to provide maintenance therefor, under the name of "Flash Electric Inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each and into 500 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4363 Drolet street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13008-55)

Globe Steel Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Louis M. Benjamin, Louis Freedman, avocats, Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Irwin A. Frankel, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce général d'acier, fer, métal en feuille, bois, caoutchouc, accessoire de ferronnerie et de plomberie, porcelaine et produits de verrerie, sous le nom de "Globe Steel Products Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 414 rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(A.G. 13008-55)

Globe Steel Products Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Louis M. Benjamin, Louis Freedman, advocates, Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, and Irwin A. Frankel, advocate, of the town of Mount Royal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in generally in steel, iron, sheet metal, wood, rubber, hardware supplies, plumbing supplies, china and glass products, under the name of "Globe Steel Products Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 414 St. James street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(P.G. 12920-55)

H. J. B. Hamilton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Cyrill E. Schwisberg, avocats et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents ou représentants de manufacturiers, fabricants de gilets, bas, foulards, chapeaux, bonnets, chaussettes, pantalons, jaquettes, coupe-vent, mouchoirs, gants, cravates, casquettes et sous-vêtements, sous le nom de "H. J. B. Hamilton Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10 ouest, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(A.G. 12920-55)

H. J. B. Hamilton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1955, incorporating: Samuel Greenblatt, Cyril E. Schwisberg, advocates, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers agents or representatives of manufacturers who make sweaters, hosiery, scarves, bonnets, stockings, pants, jackets, windbreakers, handkerchiefs, gloves, ties, caps and underwear, under the name of "H. J. B. Hamilton Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10 Ontario St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(P.G. 13064-55)

J. H. Sherrick Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1955, constituant en corporation: Marcus Meyer Sperber, conseil en loi de la Reine, avocat, de Westmount, Alan Bernard Gold, avocat, de Montréal et Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et exercer le commerce de véhicules-moteurs, camions, pièces d'automobiles, avions, moteurs d'avions, bateaux à moteur, radios, réfrigérateurs, bicyclettes, motocyclettes et accessoires, sous le nom de "J. H. Sherrick Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

(A.G. 13064-55)

J. H. Sherrick Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Marcus Meyer Sperber, Queen's Counsel, advocate, of Westmount, Alan Bernard Gold, advocate, of Montreal, and Murray Lapin, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in motor cars, motor trucks, motor parts, aircraft, aircraft motors, motor boats, radios, refrigerators, bicycles, motorcycles and accessories, under the name of "J. H. Sherrick Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à 8930 Boulevard Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(P.G. 12924-55)

Junior Jents Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, Irwin S. Brodie, avocats, Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure et Theodore H. Polisuk, étudiant en droit, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général d'articles fabriqués de textiles, sous le nom de "Junior Jents Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2019 rue Moreau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce cinquième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(P.G. 13001-55)

Lachenaie Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat, Harriet Beutel, teneuse de livres, tous deux de Westmount, et Joseph R. Hoffman, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, louer, échanger ou autrement, des terrains et tous biens ou intérêt en iceux, sous le nom de "Lachenaie Associates Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(P.G. 12869-55)

Laroche Distribution Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1955, constituant en corporation: François-Robert Laroche, homme d'affaires, Albert LaRoche, ingénieur professionnel, tous deux de Saint-Lambert, et Luc Bérard, gérant de banque, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits pharmaceutiques en gros, d'articles de toilette et articles d'usage domestique ou personnel, sous le nom de "Laroche Distribution Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 5,000

The head office of the company will be at 8930 Lajeunesse Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12924-55)

Junior Jents Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1955, incorporating: Samuel Greenblatt, Irwin S. Brodie, advocates, Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, and Theodore H. Polisuk, student-at-law, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in articles manufactured from textiles, under the name of "Junior Jents Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2019 Moreau St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13001-55)

Lachenaie Associates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1955, incorporating: Max S. Kaufman, advocate, Harriet Beutel, bookkeeper, both of Westmount, and Joseph R. Hoffman, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise land and any estate or interest therein, under the name of "Lachenaie Associates Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12869-55)

Laroche Distribution Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November 1955, incorporating: François Robert Laroche, business man, Albert LaRoche, professional engineer, both of Saint Lambert, and Luc Bérard, bank manager, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wholesale pharmaceutical products, toilet requisites and articles of a domestic or personal nature, under the name of "Laroche Distribution Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 5,000

actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(P.G. 12791-55)

Laurin Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1955, constituant en corporation: Louis Bowen Laurin, industriel, Anna Eleanor Price Laurin, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Bowen Laurin et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Wilfrid Lawson, comptable, tous trois de Ste-Dorothée, Winnifred Gertrude Bowen Laurin, veuve d'Ariste Elisée Laurin, en son vivant médecin et Martha Gertrude Laurin, institutrice, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir des terrains ou des intérêts en ceux; ériger des bâtisses et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Laurin Enterprises Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Dorothée, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 12886-55)

Lemieux Télévision Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1955, constituant en corporation: Georges Villeneuve, garagiste, de Pointe-au-Pic, district judiciaire de Saguenay, Claude Lemieux, agent-vendeur, et Raymonde Villeneuve Lemieux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Claude Lemieux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles, effets mobiliers, matériaux pour la construction et appareils de télévision et de radio, sous le nom de "Lemieux Télévision Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 82, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(P.G. 13033-55)

Master Enterprises Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(A.G. 12791-55)

Laurin Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1955, incorporating: Louis Bowen Laurin, Industrialist, Anna Eleanor Price Laurin, housewife, wife separate as to property of Louis Bowen Laurin, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Wilfrid Lawson, accountant, all three of Ste. Dorothée, Winnifred Gertrude Bowen Laurin, widow of Ariste Elisée Laurin, in his lifetime medical doctor, and Martha Gertrude Laurin, school teacher, spinster of the full age of majority, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire lands or interests therein; to erect buildings and to deal in building materials, under the name of "Laurin Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ste. Dorothée, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 12886-55)

Lemieux Télévision Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November 1955, incorporating: Georges Villeneuve, garage-keeper, of Pointe-au-Pic, judicial district of Saguenay, Claude Lemieux, sales agent, and Raymonde Villeneuve Lemieux, housewife, wife contractually separate as to property of Claude Lemieux, and duly authorized by him for the purposes herein, the two latter of Kenogami, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in furniture, household furnishings, building materials and television and radio sets, under the name of "Lemieux Télévision Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 82 St. Famille street, Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November 1955.

C. E. CANTIN,

41439

Deputy Attorney General.

(A.G. 13033-55)

Master Enterprises Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of

du dix novembre 1955, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, avocats et Lily Malouf, secrétaire, fille majeure, tous de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier des immeubles et transiger les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Master Enterprises Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 211 rue Dante, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13062-55)

M. Busch Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1955, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, Micheline Désormiers, secrétaire et Roland R. Beaudry, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles, sous le nom de "M. Busch Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 12968-55)

Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1955, constituant en corporation: Jack Goodlin, John Turchyniak, manufacturiers, Marcel Demers, comptable et Léon Goodlin, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchand général de meubles et garnitures de maison, sous le nom de "Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13063-55)

Nevitt's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1955, constituant en corporation: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, avocats et Mildred Brown, secrétaire, fille ma-

November, 1955, incorporating: Albert Malouf, Peter Shortenor, advocates, and Lily Malouf, secretary, spinster, all of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and to carry on the business of general contractors, under the name of "Master Enterprises Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 211 Dante street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 13062-55)

M. Busch Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1955, incorporating: Jean-Paul Dansereau, lawyer, Micheline Désormiers, secretary and Roland R. Beaudry, chartered accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, under the name of "M. Busch Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 12968-55)

Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1955, incorporating: Jack Goodlin, John Turchyniak, manufacturers, Marcel Demers, accountant, and Léon Goodlin, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers generally in furniture and house furnishings, under the name of "Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

(A.G. 13063-55)

Nevitt's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Milton L. Klein, Arthur I. Bronstein, advocates, and Mildred Brown, secretary, spinster, all of the

jeune, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chaussures et souliers, habits et vêtements, sous le nom de "Nevitt's Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(P.G. 13044-55)

**New Castle Mining Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1955, constituant en corporation: Robert Laffeur, C.R., avocat, Marcelle Flamand, secrétaire, fille majeure, tous deux d'Outremont et Jean-Paul Ste-Marie, avocat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et des minerais et les négocier, sous le nom de "New Castle Mining Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(P.G. 13176-55)

Newkirk & Co. Ltd. (Quebec)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1955, constituant en corporation: J. Jacques Beauchemin, Paul Ranger, tous deux avocats, d'Outremont, et Claude Beauchemin, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger un commerce général d'immeuble et de courtage, sous le nom de "Newkirk & Co. Ltd. (Quebec)", avec un capital total de \$500,000, divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(P.G. 13040-55)

N. Rubin Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fottwear and shoes, clothing and clothing apparel, under the name of "Nevitt's Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 13044-55)

**New Castle Mining Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1955, incorporating: Robert Laffeur, Q.C., advocate, Marcelle Flamand, secretary, spinster, both of Outremont, and Jean-Paul Ste-Marie, advocate, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "New Castle Mining Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 shares of a par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 13176-55)

Newkirk & Co. Ltd. (Quebec)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1955, incorporating: J. Jacques Beauchemin, Paul Ranger, both Attorneys, of Outremont, and Claude Beauchemin, attorney, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general real estate brokerage and agency business, under the name of "Newkirk & Co. Ltd. (Quebec)", with a total capital stock of \$500,000, divided into 5,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 13040-55)

N. Rubin Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth

du huitième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Max Slapack, avocat, de Côte St-Luc, Gregory Charlap, avocat et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tissus et produits de tissus, sous le nom de "N. Rubin Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13046-55)

Orchidée Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze novembre 1955, constituant en corporation: Bernardin Blanchet, Bertrand Marcotte, et Paul Bélanger, avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuriste, sous le nom de "Orchidée Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439-o

C. E. CANTIN.

(P.G. 12748-55)

Park Ventures Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1955, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Sydney Phillips, avocat, Rose-Marie Bourgoing et Tessy Frankel, sténographes, filles majeures, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, exploiter et entretenir des motels, hôtels, restaurants, cafétéria et salles de rafraîchissement, garages et postes de stationnement extérieurs pour automobiles, sous le nom de "Park Ventures Ltd.", avec un capital total de \$39,900, divisé en 199 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 12895-55)

Patty Page Incorporée Patty Page Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

day of November, 1955, incorporating: Max Slapack, advocate, of Côte St. Luc, Gregory Charlap, advocate, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in fabrics and fabric products, under the name of "N. Rubin Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41349-o

(A.G. 13046-55)

Orchidée Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November 1955, incorporating: Bernardin Blanchet, Bertrand Marcotte and Paul Bélanger, advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as florist, under the name of "Orchidée Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41439

(A.G. 12748-55)

Park Ventures Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1955, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Sydney Phillips, advocate, Rose-Marie Bourgoing and Tessy Frankel, stenographers, spinsters of the full age of majority, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and own, equip, operate* and maintain, motels, hotels, restaurants, cafes and refreshment rooms, garages and outdoor automobile parking stations, under the name of "Park Ventures Ltd.", with a total capital stock of \$39,900, divided into 199 common shares of the par value of \$100 each and into 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1955.

C. E. CANTIN,

Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 12895-55)

Patty Page Incorporée Patty Page Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1955, constituant en corporation: Bernard Nantel, avocat, de Westmount, André Surprenant, avocat et Fernande Thouin, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bonneterie, lingerie, gants, articles vestimentaires, vêtements de sport, articles en cuir, parapluies, ornements et nécessaires de toilette, sous le nom de "Patty Page Incorporée — Patty Page Incorporated", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(P.G. 12711-55)

**Protestant Benevolent Association
of Ile Perrot
Association Bienfaisante Protestante
d'Ile Perrot**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi de la compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de novembre 1955, constituant en corporation sans capital-actions: Fleurette Dugal, Bernice Cornett, S. Jean Osborne, Lilian Létourneau, ménagères de Terrasse Vaudreuil, Muriel Yetman, Gwendolyn Valade, Elizabeth D'Ambrossio, Ada Pollock, Serena Betts, Marie Adam, Olive Batten, ménagères et Ethel Barnes, ménagère, fille majeure, d'Ile Perrot N. R.R. 1 tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir et assister charitablement les pauvres et les personnes nécessiteuses, sous le nom de "Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Ile Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatrième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

41439

(P.G. 12993-55)

Quality Packers Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept novembre 1955, constituant en corporation: Ernest Herskovitz, marchand-boucher, Erwin Ebner, marchand-boucher, Max Coblenz, avocat, tous trois de Montréal et Gladys Watson, secrétaire, veuve de feu Everett Watson, en son vivant fabricant de matrices, de Verdun tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme importateurs, exportateurs et marchands de produits des animaux et produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes, sous le nom de "Quality Packers Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en

Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1955, incorporating: Bernard Nantel, lawyer, of Westmount, André Surprenant, lawyer, and Fernande Thouin, secretary, spinster, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes.

To manufacture and deal in hosiery, lingerie, gloves, clothing, sportswear, leather goods, umbrellas, ornaments, toilet requisites, under the name of "Patty Page Incorporée — Patty Page Incorporated", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 12711-55)

**Protestant Benevolent Association
of Ile Perrot
Association Bienfaisante Protestante
d'Ile Perrot**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of November, 1955, to incorporate as a corporation without share capital: Fleurette Dugal, Bernice Cornett, S. Jean Osborne, Lilian Létourneau, housewives, of Terrasse Vaudreuil, Muriel Yetman, Gwendolyn Valade, Elizabeth D'Ambrossio, Ada Pollack, Serena Betts, Marie Adam, Olive Batten, housewives, and Ethel Barnes, house-keeper, spinster, of Ile Perrot N. R.R.1., all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To supply and render services of a charitable nature to poor and needy persons, under the name of "Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante d'Ile Perrot".

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may hold, is to be limited to \$10,000.

The head office of the corporation will be at Ile Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

41439-o

(A.G. 12993-55)

Quality Packers Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of November, 1955, incorporating: Ernest Herskovitz, merchant butcher, Erwin Ebner, merchant butcher, Max Goblentz, advocate, all three of Montreal, and Gladys Watson, secretary, widow of the late Everett Watson, in his lifetime diemaker, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters and dealers in animal products and dairy, farm and garden produce of all kinds, under the name of "Quality Packers Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into

1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13171-55)

Quebec St. Lawrence Steel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de la compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de novembre 1955, constituant en corporation: John Bumbray, C.R., Lovel C. Carroll, C.R., avocats, tous deux de ville Mont-Royal, Jean-Paul Cardinal, C.R., avocat, Marcel Lajeunesse, avocat, tous deux de Montréal, et Denise Jalbert, secrétaire, fille majeure de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, produire, préparer, fondre, raffiner, acheter, vendre, négocier, faire le commerce et installer toutes sortes de métaux, y compris le travail qui consiste à traiter le cuivre dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Quebec St. Lawrence Steel Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13225-55)

Raymond Perrault Auto Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1955, constituant en corporation: John Anthony Nolan, avocat, de ville St-Laurent, Howard Spear Simpson et Claude Wagner, avocats, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de véhicules-moteurs, leurs pièces et accessoires et articles semblables; garder, exploiter et gérer des garages, sous le nom de "Raymond Perrault Auto Ltd.", avec un capital-actions divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 100 actions sans valeur nominale ou au pair.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(P.G. 13076-55)

Rome-Venice Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1955, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Bernard Gardner, Jules Leavitt et David L. Cahana, avocats, tous des

1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 13171-55)

Quebec St. Lawrence Steel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1955, incorporating: John Bumbray, Q.C., Lovel C. Carroll, Q.C., advocates, both of the town of Mount Royal, Jean-Paul Cardinal, Q.C., advocate, Marcel Lajeunesse, advocate, both of Montreal, and Denise Jalbert, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, preparing, smelting, refining, buying, selling, trading and dealing in and installing all kinds of metals, including the work of brass finishing in all its branches, under the name of "Quebec St. Lawrence Steel Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 13225-55)

Raymond Perrault Auto Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date twenty-fourth day of November, 1955, incorporating: John Anthony Nolan, advocate, of ville St. Laurent, Howard Spear Simpson and Claude Wagner, advocates, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicles, their parts and accessories, and kindred articles; to keep, operate and manage garages, under the name of "Raymond Perrault Auto Ltd.", with a capital stock divided into 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each and into 100 shares having no nominal or par value.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(A.G. 13076-55)

Rome-Venice Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1955, incorporating: Sol Sidney Fels, Bernard Gardner, Jules Leavitt and David L. Cahana, advocates, all of the city and

cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter une certaine propriété immobilière, sous le nom de "Rome-Venice Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(P.G. 13054-55)

Smelter Power Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1955, constituant en corporation: Valmore A. de Billy, Jacques de Billy, tous deux conseillers en loi de la Reine, avocats, de Lévis, André Gagnon, Claude Gagnon, avocats, de Québec et Gilles de Billy, avocat, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Produire, manufacturer, fournir, vendre et disposer d'électricité et de courant électrique pour la chaleur, la lumière et l'énergie et pour toutes autres fins pour lesquelles il peut être utilisé, sous le nom de "Smelter Power Corporation", avec un capital total de \$1,200,000, divisé en 200,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 200,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(P.G. 12966-55)

**South Shore Sporting Centre Inc.
Centre Sportif Rive Sud Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1955, constituant en corporation: Louis Bruch si, représentant de ventes, de Montréal, Joseph Versailles, agent d'assurances, de Westmount, Roy Savard, agent, de Notre-Dame-de-Sacré-Cœur de la Prairie, Roy Barrette, vendeur, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, Joseph Jean Demers, agent d'immeubles, de St-Michel de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny et Harolde Savoy, administrateur, d'Iberville, district judiciaire d'Iberville, pour les objets suivants:

Construire, entretenir et administrer des arènes et une ou des bâtisses aménagées comme jardin d'été ou d'hiver, sous le nom de "South Shore Sporting Centre Inc.—Centre Sportif Rive Sud Incorporé", avec un capital total de \$750,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and exploit a certain immoveable property, under the name of "Rome-Venice Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13054-55)

Smelter Power Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1955, incorporating: Valmore A. de Billy, Jacques de Billy, both Queen's Counsel, advocates of L vis, André Gagnon, Claude Gagnon, advocates, of Quebec, and Gilles de Billy, advocate, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To produce, manufacture, supply, sell and dispose of electricity and electric current for heat, light and power and for any other purposes for which the same may be used, under the name of "Smelter Power Corporation", with a total capital stock of \$1,200,000, divided into 200,000 common shares of \$1 each and into 200,000 preferred shares of \$5 each.

The head-office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12966-55)

**South Shore Sporting Centre Inc.
Centre Sportif Rive Sud Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date sixteenth day of November, 1955, incorporating: Louis Bruch si, sales representative, of Montreal, Joseph Versailles, Insurance agent, of Westmount, Roy Savard, agent, of Notre-Dame-de-Sacr -C ur de la Prairie, Roy Barrette, salesman, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, Joseph Jean Demers, realtor, of St. Michel de Bellechasse, judicial district of Montmagny, and Harolde Savoy, executive, of Iberville, judicial district of Iberville, for the following purposes:

To construct, maintain and manage arenas and summer and winter garden building or buildings, under the name of "South Shore Sporting Centre Inc.—Centre Sportif Rive Sud Incorporé", with a total capital stock of \$750,000, divided into 60,000 common shares of the par value of \$10 each and into 15,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439-o Deputy Attorney General.

(P.G. 13009-55)

Villeray Roof & Metal Work Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Milton Pridham, entrepreneur, Roger Tremblay, ferblantier, et Édouard Laurin, charpentier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces de plombiers, manufacturiers, entrepreneurs, couvreurs, ferblantiers, électriciens et poseurs d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Villeray Roof & Metal Work Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 13009-55)

Villeray Roof & Metal Work Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1955, incorporating: Milton Pridham, contractor, Roger Tremblay, tinsmith, and Édouard Laurin, carpenter, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of plumbers, manufacturers, contractors, roofers, tinsmiths, electricians and installers of electrical appliances and supplies, under the name of "Villeray Roof & Metal Work Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 13089-55)

White Paints Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de novembre 1955, constituant en corporation: Georges A. Pouliot, Luc Mercure, avocat, tous deux de ville Mont-Royal et Gabrielle Labaie, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de peintures et tous articles et composés de même nature, sous le nom de "White Paints Co. Ltd." avec un capital-actions divisé en 400 sans valeur nominale au pair et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3848 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 13089-55)

White Paints Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1955, incorporating: Georges A. Pouliot, Luc Mercure, advocate, both of the town of Mount Royal, and Gabrielle Lahaie, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in paints and all kindred of articles and compounds, under the name of "White Paints Co. Ltd.", with a capital stock divided into 400 shares having no nominal or par value and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3848 St. James St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

(P.G. 12843-55)

Wolac Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1955, constituant en corporation: Oswald Lacombe, manufacturier de bois, de St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, Max S. Kaufman et Joseph Roy Hoffman, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de produits du bois, bois de construction et bois, sous le nom de "Wolac Industries Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,

41439

C. E. CANTIN.

(A.G. 12843-55)

Wolac Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1955, incorporating: Oswald Lacombe, wood manufacturer of St. Eustache, judicial district of Terrebonne, Max S. Kaufman and Joseph Roy Hoffman, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wood products, lumber and wood, under the name of "Wolac Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St. Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1955.

C. E. CANTIN,

41439-o

Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11982-55)

Aylmer Homes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze novembre 1955, à la compagnie "Aylmer Homes Limited", étendant ses pouvoirs de la manière prévue dans sa résolution du 20 octobre 1955 adoptée à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 11982-55)

Aylmer Homes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of November 1955, to the company "Aylmer Homes Limited", extending its powers in the manner provided therefor in a resolution dated October 20, 1955, adopted for said purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12876-55)

B. K. Johl Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze novembre 1955, à la compagnie "B. K. Johl Inc." a) augmentant son capital de \$20,000 à \$250,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune; b) étendant ses pouvoirs et modifiant les dispositions de ses lettres patentes de la manière prévue dans son règlement numéro 16 adopté à telles fins.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12876-55)

B. K. Johl Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of November 1955, to the company "B. K. Johl Inc.", a) increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$250,000: the additional share capital being divided into 300 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$100 each; b) extending its powers and modifying the provisions of its letters patent in the manner provided therefor in By-law number 16 adopted for said purposes.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12816-55)

Canada Broom Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze novembre 1955, à la compagnie "Canada Broom Supply Co. Ltd.", 1° refondant ses 10,000 actions privilégiées originaires de \$5 chacune en 500 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes, à savoir: les conditions et restrictions se rapportant aux actions privilégiées; 3° augmentant le capital-actions de \$100,000 à \$350,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439 C. E. CANTIN.

(A.G. 12816-55)

Canada Broom Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the sixteenth day of November 1955, to the company "Canada Broom Supply Co. Ltd.", 1. converting its 10,000 original preference shares of \$5 each into 500 preference shares of \$100 each; 2. modifying the provisions of its letters patent, to wit: conditions and restrictions attaching to preference shares; 3. increasing the share capital of \$100,000 to the sum of \$350,000: the additional share capital being divided into 2,500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 13133-55)

Canadian Simplex Sales Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze novembre 1955, à la compagnie "Canadian Simplex Sales Company", abrogeant une disposition de ses lettres patentes supplémentaires du 8 mai 1952, de la manière indiquée dans son règlement numéro 25 adopté à cette fin.

(A.G. 13133-55)

Canadian Simplex Sales Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, date the fifteenth day of November 1955, to the company "Canadian Simplex Sales Company", repealing a provision of its supplementary letters patent of May 8, 1952, in the manner indicated in its By-law number 25 adopted for said purpose.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12976-55)

Chanteclerc (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1955, à la compagnie "Chanteclerc (Limitée)", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10580-55)

Chic Juniors Sportswear Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept novembre 1955, à la compagnie "Chic Juniors Sportswear Incorporated", a) réduisant son capital de \$10,000 à \$9,000; le capital-actions annulé étant divisé en 10 actions de \$100 chacune; b) augmentant son capital ainsi réduit de \$9,000 à \$40,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 310 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12879-55)

Electro-Blender Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-six octobre 1955, à la compagnie "Electro-Blender Co. Ltd.", a) convertissant ses 500 actions ordinaires de \$100 chacune en 500 actions classe "A" de \$100 chacune et convertissant ses 1500 actions privilégiées de \$100 chacune en 500 actions classe "B" de \$100 chacune et en 1000 actions privilégiées de \$100 chacune; b) modifiant les pouvoirs de la compagnie de la manière prévue dans son règlement numéro 46 adopté à telles fins.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10447-55)

Helia Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1955, à la compagnie "Helia Realty Corporation", augmentant son capital de \$5,000 à \$45,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this November fifteenth day 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 12976-55)

Chanteclerc (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November 1955, to the company "Chanteclerc (Limitée)", increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$60,000; the additional share capital being divided into 4,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 10580-55)

Chic Juniors Sportswear Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the seventeenth day of November 1955, to the company "Chic Juniors Sportswear Incorporated", a) decreasing its capital in the amount of \$10,000 to \$9,000; the cancelled share capital being divided into 10 shares of \$100 each; b) increasing its capital thus decreased from the sum of \$9,000 to \$40,000; the additional share capital being divided into 310 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 12879-55)

Electro-Blender Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-sixth day of October 1955, to the company "Electro-Blender Co. Ltd.", a) converting its 500 common shares of \$100 each into 500 class "A" of \$100 each, and converting its 1500 preferred shares of \$100 each into 500 class "B" shares of \$100 each and 1000 preferred shares of \$100 each; b) modifying the powers of the company in the manner provided therefor in By-law number 46 adopted for said purposes.

Dated at the office of the Attorney-General, this twenty-sixth day of October 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 10447-55)

Helia Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November 1955, to the company "Helia Realty Corporation", increasing its capital from the sum of \$5,000 to \$45,000; the additional share capital being divided into 40,000 common shares of \$1 each.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12264-55)

Liberty Watch Case Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze novembre 1955, à la compagnie "Liberty Watch Case Company Limited", étendant ses pouvoirs de la manière prévue dans son règlement numéro 41 adopté à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le douze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12264-55)

Liberty Watch Case Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of November 1955, to the company "Liberty Watch Case Company Limited", extending its powers in the manner provided therefor in its By-law number 41 adopted for said purposes:

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12979-55)

Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux novembre 1955, à la compagnie "Rôtisserie Ti-Coq Barbecue, Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 23 juillet 1953, changeant son nom en celui de "Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12979-55)

Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the second day of November 1955, to the company "Rôtisserie Ti-Coq Barbecue, Inc.", constituted as a corporation under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated July 23, 1953, changing its name to that of "Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 13130-55)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze novembre 1955, à la compagnie "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", modifiant les privilèges et restrictions attachés à ses actions privilégiées de la manière prévue dans son règlement numéro 25 adopté à cette fin.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 13130-55)

**Trans-Canada Corporation Fund
Corporation de Valeurs Trans-Canada**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of November 1955, to the company "Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada", modifying the privileges and restrictions attaching to the company's preference shares in the manner provided therefor in its By-law 25 adopted for said purpose.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(P.G. 12938-55)

Variety Textile Manufacturers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze novembre 1955, à la compagnie "Variety Textile Manufacturers Ltd." augmentant son capital de \$20,000 à \$120,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(A.G. 12938-55)

Variety Textile Manufacturers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of November 1955, to the company "Variety Textile Manufacturers Ltd.", increasing its capital from the sum of \$20,000 to \$120,000: the additional share capital being divided into 10,000 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseils

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIFORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 1267

Number 1267

Québec, le 15 décembre 1955.

Quebec, December 15, 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "B"

Part "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the region of Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 602 du 9 juin 1954, amendé par les arrêtés en conseil numéros 26-F, 970-C et 906 des 5 janvier, 7 et 14 septembre 1955, ont présenté au Ministre du Travail des requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, édition des 22 octobre, 5 et 12 novembre 1955;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail: QUE ledit décret, numéro 602, soit modifié comme suit:

1° La liste des parties contractantes de première part est modifiée comme suit:

a) En ajoutant les noms des entrepreneurs suivants:

"Bruneau & Chassé, Lucien Péloquin, Origène Labonté, Roger Péloquin, Jean-Paul Jacques, Construction Économique Enr. (Gérard Joly), Albéric Héroux, Marcel Cotnoir, Denis Ducharme, Les Foyers Unis".

b) En remplaçant le nom de "Elzéar Cournoyer" par "Tracy Construction Inc. (L. Cournoyer)".

c) En radiant le nom de "René Challancin".

2° Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant: "Nonobstant les dispositions précédentes, dans le cas de travaux de construction exécutés dans la zone II et dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à \$25,000.00 ou plus, les taux minima fixés pour la zone I sont payables aux salariés qui exécutent tels travaux."

3° L'échelle de salaire apparaissant au paragraphe "a" de l'article III, est remplacé par la suivante:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Sorel, rendered obligatory by the decree number 602 of June 9, 1954, amended by Orders in Council numbers 26-F, 970-C and 906 of January 5, September 7 and 14 1955, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the petitions have been published in the *Quebec official Gazette*, issues of October 22, November 5 and 12, 1955;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 602, be amended as follows:

1. The list of contracting parties of the first part is amended as follows:

a) By adding the names of the following contractors:

"Bruneau & Chassé, Lucien Péloquin, Origène Labonté, Roger Péloquin, Jean-Paul Jacques, Construction Économique Enr. (Gérard Joly), Albéric Héroux, Marcel Cotnoir, Denis Ducharme, Les Foyers Unis".

b) By replacing the name of "Elzéar Cournoyer" by "Tracy Construction Inc. (L. Cournoyer)".

c) By deleting the name of "René Challancin".

2. The last paragraph of subsection "b" of section II is replaced by the following: "Notwithstanding the foregoing provisions, employees engaged in construction operations carried out in zone II and amounting to \$25,000.00 or more, including wages and materials, shall be paid the minimum rates established for zone I."

3. The wage scale appearing in subsection "a" of section III, is replaced by the following:

Salaires horaires

Hourly rates

Zones

I II

Métiers — Trades:

Briqueleur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment — Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher.

\$ 1.70 \$ 1.60

Tailleur de granit et de pierre — Stone and granite cutter.

1.70 1.60

Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.

1.50 1.40

Charpentier-menuisier et, peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis — Carpenter-joiner and painter working for a door-window manufacturer.

1.25 1.15

Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman.

1.30 1.20

Gréeur — Rigger.

1.40 1.30

Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Truck driver, general transport and towing.....	1.20	1.10
Conducteur d'attelage — Horse driver.....	1.15	1.05
Conducteur de bélière mécanique et tracteur (Bulldozer) — Bulldozer and tractor operator.....	1.35	1.25
Couvreur: composition, gravier, sable, asphalte — Roofer: composition, gravel, sand and asphalt.....	1.50	1.40
Électricien — Electrician:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).....	2.25	2.00
Compagnon — journeyman.....	1.50	1.40
Électricien (Homme de ligne) — Electrician (lineman).....	1.35	1.25
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer.....	1.50	1.40
Forgeron en construction — Blacksmith (construction).....	1.45	1.35
Gardien (72 heures par semaine) — Watchman (72 hours per week).....	0.80	0.70
Journalier (ouvrier non-qualifié) — Labourer (common worker).....	1.15	1.05
Jointoyeur — Joint pointer.....	1.50	1.40
Machiniste-mécanicien — Machinist-mechanic.....	1.35	1.25
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur — Engineman, stationary or portable steam engine.....	1.25	1.15
Machiniste (millwright) — Millwright.....	1.50	1.40
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Pipe insulation mechanic.....	1.50	1.40
Opérateur de vibreur de ciment — Cement vibrator operator.....	1.35	1.25
Paysagiste — Landscape worker.....	1.15	1.05
Peintre et poseur de papier peint — Painter and paper hanger.....	1.40	1.30
Peintre-aspergeur — Sprayman.....	1.50	1.40
Peintre — Painter:		
Clochers d'églises — Church steeples.....	3.00	3.00
Travaux de peinture exécutés à plus de 40 pieds de hauteur — Painting done at a height exceeding 40 feet.....	1.75	1.75
Peintre de fer structural — Structural steel painter.....	1.90	1.90
Vitrier — Glazier.....	1.40	1.30
Plombier et mécanicien en tuyauterie — Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).....	2.25	2.00
Compagnon — Journeyman.....	1.50	1.40
Compagnon junior — Junior journeyman:		
1er semestre — 1st six months.....	1.35	1.25
2ème semestre — 2nd six months.....	1.45	1.35
Porteur d'eau — Water carrier.....	0.85	0.75
Porteur d'oiseau — Hod carrier.....	1.20	1.10
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal).....	1.35	1.25
Poseur de linoléum — Linoleum layer.....	1.40	1.30
Poseur de marbre — Marble layer.....	1.35	1.25
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer.....	1.35	1.25
Poseur de tuile — Tile layer.....	1.40	1.30
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector.....	1.35	1.25
Préposé aux malaxeurs à vapeur et à gazoline — Steam and gasoline mixer operator.....	1.25	1.15
Préposé aux grues à vapeur — Steam crane operator.....	1.30	1.20
Préposé aux grues à gazoline ou à l'électricité — Gasoline or electric crane operator.....	1.30	1.20
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic.....	1.50	1.40
Préposé aux compresseurs — Compressor operator.....	1.30	1.20
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator.....	1.55	1.45
Préposé aux pompes de tous genres — Pump operator.....	1.40	1.30
Poseur de liège (isolation) — Cork insulation layer.....	1.50	1.40
Sableur de planchers — Floor polisher.....	1.50	1.40
Soudeur — Welder.....	1.50	1.40
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder acetylene or electricity).....	1.50	1.40
Travailleur en fer ornemental — Ornamental iron worker:		
Monteur — Erector.....	1.50	1.40
Aide — Helper.....	1.25	1.15
	<i>par semaine</i> <i>per week</i>	
Vérificateur de matériaux — Material checker.....	\$50.00	\$45.00
Pointer — Time keeper.....	50.00	45.00
<i>Industrie du fer structural — Structural Iron Industry:</i>		
Monteur de fer structural — Structural iron erector.....	1.90	1.90
Soudeur de fer structural, brûleur, gréeur — Structural iron welder, burner, rigger.....	1.90	1.90
<i>Apprenti — Apprentice:</i>		

Les taux de salaires doivent être basés sur Wage rates shall be based on the following les pourcentages suivant des taux minima pa- percentage of the minimum rates payable to yables aux travailleurs en fer structural qualifiés: skilled structural iron workers:

1ère année — 1st year.....	70%	70%
2ème année — 2nd year.....	85%	85%

Note: La période complète d'apprentissage est de deux (2) ans et l'employeur peut embaucher consist of two (2) years and the employer may

un (1) apprenti par trois (3) travailleurs en fer structural employés sur un chantier ou fraction de ce nombre."

4° La phrase suivante est ajoutée à la fin du paragraphe "c" de l'article IV:

"Cependant, dans le cas des salariés qui travaillent de nuit, les taux horaires minima mentionnés ci-haut, doivent être majorés de \$0.05."

5° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "f" de l'article VII sont remplacés par les suivants:

"VII. f) Taux des apprentis:

	I	II
1ère année — 1st year.....	0.80	0.80
2ème année — 2nd year.....	0.90	0.90
3ème année — 3rd year.....	1.00	1.00
4ème année — 4th year.....	1.10	1.10

6° Les taux de salaires mentionnés au paragraphe "b" de l'article VIII pour les salariés permanents (préposés à l'entretien), sont remplacés par les suivants:

	par semaine
"Compagnons (ouvriers qualifiés):	
Zone I.....	\$50.00
Zone II.....	40.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés):	
Zone I.....	40.00
Zone II.....	35.00"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

L. DÉSILETS,

41462-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1268

Québec, le 15 décembre 1955.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux établissements commerciaux dans la ville de Magog et un rayon de 5 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands détaillants du Canada-Québec, Inc., succursale de Magog;

Et, D'AUTRE PART:

L'Association Canadienne des employés du Commerce de Magog, Inc., Local N° 2; pour les employeurs et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 octobre 1955;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les commerces et occupations visées et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

hire one apprentice to each three (3) structural iron workers or fraction thereof employed on a job."

4. The following sentence is added at the end of subsection "c" of section IV:

"However, in the case of employees doing night work, the minimum hourly rates above mentioned shall be increased by \$0.05."

5. The wage rates mentioned in subsection "f" of section VII are replaced by the following:

"VII. f) Apprentices rates:

	Zones I	II
1st year.....	0.80	0.80
2nd year.....	0.90	0.90
3rd year.....	1.00	1.00
4th year.....	1.10	1.10

6. The wage rates mentioned in subsection "b" of section VIII for permanent maintenance men are replaced by the following:

	Per week
"Journeyman (skilled worker):	
Zone I.....	\$50.00
Zone II.....	40.00
Labourer (common worker):	
Zone I.....	40.00
Zone II.....	35.00"

(Document "B" annexed to the Order)

L. DÉSILETS,

41462-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1268

Quebec, December 15, 1955.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the commercial establishments of the town of Magog and a radius of 5 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Retail Marchants Association of Canada-Quebec inc., Magog Branch,

And, ON THE OTHER PART:

"L'Association Canadienne des employés du Commerce de Magog, Inc., Local n° 2;" for the employers and the employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 29, 1955;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the retail trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS the objections raised have been duly considered, as required by the Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 29 octobre 1955.

I. *Définitions*: Aux fins du décret les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur*: Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui, subordonnement aux paragraphes "f" et "g" de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établissements commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis au décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tout autre commerce ou occupation.

b) *Employé*: Le mot "employé" désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnement au paragraphe "j" de l'article I de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe "a" du présent article.

c) *Employé régulier*: Le terme "employé régulier" désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) *Employé supplémentaire*: Le terme "employé supplémentaire" désigne tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente, durant la semaine normale de travail.

e) *Messenger (Commissionnaire)*: Le mot "messenger" désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messenger ou commissionnaire, et fait la livraison, soit à pied, soit à bicyclette.

f) *Caissier ou caissière*: Le mot "caissier" ou "caissière" désigne tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

g) *Commis*: Le mot "commis" désigne tout employé préposé à la perception, à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente et à l'expédition des marchandises, au débitage, à la préparation et à la vente des viandes.

h) *Employé de bureau*: Le terme "employé de bureau" désigne tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le décret.

i) *Livreur*: Le mot "livreur" désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à tout ouvrage requis par son employeur dans l'établissement.

j) *Aide-livreur*: Le terme "aide-livreur" désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur à ses moments libres, doit aider dans l'établissement.

k) *Apprenti*: Le mot "apprenti" désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin de commerce de détail.

II. *Jurisdiction*: a) *Commerciale*: sont assujettis au décret, tous les établissements commer-

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said petition be accepted in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 29, 1955.

I. *Definitions*: For the purposes of the decree, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

a) *Employer*: The word "employer" means any person, association or corporation who, subordinated to subsection "f" and "g" of section I of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial establishments or private concerns in which any one of the trades governed by the decree is operated on a retail basis or on a wholesale and retail basis, whether such trade constitutes the main trade or an accessory to any other trade or occupation.

b) *Employee*: The word "employee" means any wage-earning person of either sex, who is ordinarily to subsection "j" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "a" of the present section.

c) *Regular employee*: The words "regular employee" mean any employee who works the regular working week of the establishment in which he is employed.

d) *Extra employee*: The words "extra employee" mean any employee who is hired in addition to the regular staff, intermittently, in the course of the normal work week.

e) *Messenger (Errand boy)*: The word "messenger" means any employee who performs work usually known as that of messenger or errand boy and delivers goods either on foot or with a bicycle.

f) *Cashier*: The word "cashier" means any male or female employee who collects the money from the sales and performs any other work usually done by a cashier.

g) *Clerk*: The word "clerk" means any employee doing the collection, the receiving, labeling, displaying, storing, sale, packing and unpacking and shipping of goods, including the cutting, preparation and sale of meat.

h) *Office employees*: The words "office employee" mean any employee who does office clerk work, correspondence, bookkeeping, etc., and is not otherwise designated in the decree.

i) *Delivery man*: The words "delivery-man" mean any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle entrusted to his care, does the delivery and transport of goods to any place designated by the employer. The delivery man, in his spare moments, shall work at the general maintenance of the establishment.

j) *Delivery man's helper*: The words "delivery man's helper" mean any employee who helps the delivery man in the delivery and transport of goods. The delivery man's helper, in his spare moments, shall do general work.

k) *Apprentice*: The word "apprentice" means any person who has no experience as retail store employee.

II. *Jurisdiction*: a) *Commercial jurisdiction*: Shall be subject to the decree, all commercial

ciaux qui font le commerce de détail ou le commerce de gros et de détail, qu'ils aient un établissement de commerce ordinaire ou qu'ils n'aient qu'un ou des agents ou bureaux dans les limites de la juridiction territoriale du présent décret.

Toutefois, le décret ne s'applique pas aux pharmacies, magasins de journaux, optométristes, fleuristes et à tout autre commerce déjà régi par un autre décret.

b) *Territoriale*: Le décret s'applique à la ville de Magog et à tout le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

III. *Durée du travail*: Les heures du commencement et de la fin du travail régulier sont les suivantes:

a) *Épicerie, boucherie et épicerie-boucherie*: Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi trente (30) minutes.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) *Vêtements et nouveautés*:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi, de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi: de 8.30 a.m. à midi.

Le vendredi: de 8.30 a.m. à 10.00 p.m.

c) *Quincaillerie, meubles, appareils électriques*: Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Le mercredi 8.00 a.m. à midi.

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

Note: Le personnel féminin commence le travail à 8.30 a.m. et le termine aux mêmes heures que le personnel masculin.

d) Toutefois, lorsque dans la semaine, il y a une fête chômée, les heures de travail sont de 8.00 a.m. à 6.00 p.m. le mercredi.

e) Tout travail exécuté après les heures régulières, sauf les vingt (20) minutes nécessitées pour le service de la clientèle et la mise en ordre du magasin, est considéré temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux et demi.

f) L'employeur doit accorder chaque jour à ses employés, une (1) heure pour le repas du midi et de plus une (1) heure pour le repas du soir, le vendredi.

g) Dans le cas d'urgence où les employés doivent travailler pendant leur période régulière des repas, l'employeur doit leur allouer ce même temps aussitôt que possible, dès que l'état d'urgence a cessé et, à tout événement, pas plus tard qu'une (1) heure après la période régulière des repas.

h) Durant la période des fêtes de Noël et du premier jour de l'An, le travail peut se continuer jusqu'à 10.00 p.m.:

1° Dans les épiceries, boucheries ou épicerie-boucheries: les 21, 22, 23, 29 et 30 décembre.

2° Dans tous les autres établissements commerciaux assujettis: du 15 au 30 décembre inclusivement.

Reserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175) aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. *Taux de salaire minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants:

establishments engaged in the retail trade or in the wholesale and retail trade, whether they have a regular commercial establishment or one or several agents or offices within the territorial limits of the present decree.

However, the decree shall not apply to drug-stores, news-stands, optometrists, florists nor to any other trade already regulated by another decree.

b) *Territorial jurisdiction*: The decree applies to the town of Magog and to the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

III. *Duration of work*: The regular starting and finishing times shall be as follows:

a) *Groceries and/or butcher shops*:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.30 p.m.

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) *Clothing and novelties*:

Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon)

Friday: 8.30 a.m. to 10.00 p.m.

c) *Hardware, furniture, electrical appliance*: Monday, Tuesday, Thursday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon)

Friday: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

Note: Female employees shall start at 8.30 a.m. and finish at the same time as male employees.

d) When a holiday falls in a week, however, Wednesday is worked all day from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

e) All time worked beyond the regular hours, excepting the twenty minutes required to wait on customers and set things to rights in the store, shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half.

f) Employers shall, every day, give one hour off to his employees for the noon meal and, on Friday, they shall give one hour for the evening meal.

g) In cases of emergency where employees must work through their regular meal periods, employers shall give the same period of time off as soon as the emergency has ceased to exist but no later than one hour after the regular meal period.

h) During the Christmas and New Year's Holidays period, time may be worked until 10.00 p.m.:

1. by grocers and/or butchers: on December 21, 22, 23, 29 and 30;

2. by the other trades governed: from December 15 to December 30 inclusive.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and of the regulations made by authorized municipalities.

IV. *The following shall be the minimum wage rates*:

a) Épicerie, boucherie ou épicerie-boucherie:

a) Groceries and/or butcher shops:

Classification: Minimum rates
per week

Commis-boucher et acheteur.....	\$40.00
Commis-boucher.....	35.00

Butcher clerk and buyer.....	\$40.00
Butcher clerk.....	35.00

Apprenti:

Premiers six (6) mois.....	20.00
Après six (6) mois.....	25.00
Après dix-huit (18) mois.....	30.00
Après trente (30) mois.....	35.00
Commis épicier, premier commis ou commis en charge.....	35.00

Apprenti:

Premier six (6) mois.....	20.00
Après six (6) mois.....	25.00
Après dix-huit (18) mois.....	30.00
Caissière.....	25.00
Commissaire.....	15.00

Apprentice :

1st six months.....	20.00
after six months.....	25.00
after eighteen months.....	30.00
after thirty months.....	35.00

Grocer clerk, head clerk or clerk in charge.....	35.00
--	-------

Apprentice :

1st six months.....	20.00
after six months.....	25.00
after eighteen months.....	30.00

Sashier.....	25.00
Errand boy.....	15.00

b) Vêtements et nouveautés:

1° Classification:

Commis expérimenté (homme).....	35.00
Commis expérimenté (femme).....	30.00
Commis sans expérience (homme et femme).....	22.00
Couturière (expérience deux (2) ans et plus).....	25.00

b) Clothing and novelties :

1) Classification :

Experienced clerk (male).....	35.00
Experienced clerk (female).....	30.00
Inexperienced clerk (male or female) ...	22.00
Seamstress (two or more years of experience).....	25.00

2° Les employés sans expérience, recevant moins que le salaire minimum des employés avec expérience, ont droit à une augmentation de salaire de deux (\$2.00) dollars tous les six (6) mois, jusqu'à concurrence du salaire minimum des employés expérimentés.

2. Inexperienced employees receiving less than the minimum wages established for inexperienced employees shall be entitled to a wage increase of two (\$2.00) dollars every six months to the extent of the minimum wages established for inexperienced employees.

c) Quincaillerie, meubles et appareils électriques:

c) Hardware, furniture and electrical appliances:

Classification:

Commis acheteur, homme.....	\$45.00
Commis acheteur, femme.....	35.00
Commis d'expérience.....	30.00
Commis sans expérience.....	22.00
Livreur (camion).....	35.00

Classification:

Clerk and buyer, male.....	\$45.00
Clerk and buyer, female.....	35.00
Experienced clerk.....	30.00
Inexperienced clerk.....	22.00
Delivery man (truck).....	35.00

d) Employés supplémentaires:

Commis, homme.....	l'heure 0.70
Commis, femme.....	0.60

d) Occasional employees:

Male clerk.....	per hour 0.70
Female clerk.....	0.60

V. Fêtes chômées et payées: Les jours suivants sont des jours de fêtes chômées et payées:

Le premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, Noël et le 26 décembre.

V. Holidays with pay: The following shall be holidays with pay:

New Year's Day, the day after New Year's, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, the day after Christmas.

Note: Nonobstant ce qui précède relativement aux fêtes chômées et payées, il est convenu que:

i. si un ou plusieurs de ces jours de fêtes tombent un dimanche, ce jour ou ces jours sont considérés comme un dimanche et ne sont pas rémunérés;

ii. dans le cas des épicerie, boucheries ou épicerie-boucheries, le 26 décembre et le 2 janvier sont pas chômés dans tous les cas où ceci aurait comme conséquence la fermeture des magasins une troisième journée consécutive;

iii. les jours déclarés fériés par proclamation municipale, provinciale ou fédérale sont des jours chômés mais non rémunérés.

Note: Notwithstanding the foregoing in respect of holidays with pay, it is agreed that:

i. should one or more such holidays fall on a Sunday, such day or days shall be considered as a Sunday and shall not be remunerated;

ii. as regards groceries and/or butcher shops, December 26 and January 2nd shall not be observed as holidays when they cause the closing of the store for a third consecutive day.

iii. days proclaimed as holidays by the municipal, provincial or federal governments shall not be worked but shall not be remunerated.

VI. Vacances payées: a) Tous les employés qui ont travaillé pour leur employeur pendant un (1) an ou plus ont droit à six (6) jours consécutifs de vacances payées.

b) Les employés qui ont moins d'un an de service pour leur employeur à la date des vacances,

VI. Vacations with pay: a) All employees who have worked for an employer during one (1) year or more shall be entitled to a vacation of six consecutive days with pay.

b) Employees who have worked for the employer during less than one year at the time of

ou qui le quittent durant l'année, ont droit à 2% du salaire gagné.

c) Tous les employés qui ont travaillé pour le même employeur pendant cinq (5) ans ou plus, ont droit à une deuxième semaine de vacance payée à la condition que le total des absences et de retards à l'ouvrage durant l'année ne compense pas pour les six (6) jours additionnels.

Dans le cas où, il n'y aurait pas compensation totale, l'employé a droit à la partie de cette deuxième semaine non entamée par ses absences et ses retards. La date de cette deuxième semaine de vacances ou partie d'icelle, est fixée par entente entre l'employeur et l'employé.

d) Les employés choisissent la date de leurs vacances par ordre d'ancienneté.

e) Les dimanches et les jours de fêtes mentionnés à l'article V ne doivent pas être considérés comme des jours de vacances payées.

f) Les salaires pour la période des vacances doivent être payés d'avance aux employés.

g) La période donnant droit aux vacances s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

VII. Uniforme: Si l'employeur exige le port d'un uniforme, de tabliers ou autres vêtements spéciaux, le coût du lavage et de l'entretien est réparti également entre l'employeur et l'employé.

VIII. Privilège ou avantages: Aucune des dispositions du décret ne peut être interprétée de façon à faire perdre aux employés les privilèges ou avantages aux quels ils ont droit présentement, même s'ils ne sont pas stipulés dans le décret.

IX. Durée du décret: Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1956. Il se renouvelle automatiquement, d'année en année, par la suite à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai de pas plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

41462-o

vacations, or employees who leave the employer during the year, shall be entitled to 2% of the wages earned.

c) Employees who have worked for the employer during five (5) years or more shall be entitled to a second week of vacation with pay providing absences and lateness to work during the year do not compensate for the six additional days.

In the event of the compensation not being total, employees shall be entitled to that part of the second week not affected by absences or lateness to work. The period of vacation as regards this second week, or part thereof, shall be set upon agreement between the employer and the employee.

d) Employees shall choose the date of their vacation by order of seniority.

e) These days of vacation shall not include Sundays and the holidays above mentioned in section V.

f) Vacation pay shall be given to employees in advance.

g) The period giving the right to the vacation shall extend from May 1st of one year to April 30th of the following year.

VII. Clothes: Should special clothes, uniforms or aprons be required by the employer, the cost of laundering and maintenance shall be divided equally between the employer and the employee.

VIII. Privileges or advantages: The enforcement of the decree shall not affect the privileges or advantages not mentioned in the decree but to which the employees are now entitled.

IX. Duration of the decree: The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force until September 1st, 1956. It shall then renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party to the contrary within the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the expiration of the original term or of any subsequent year.

Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

41462-o

Avis divers

(Sec. P. 1626-37)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le douze décembre, 1955, les amendements apportés aux articles VI et XI des règlements du "Kiwanis Club of Quebec Incorporated", tels qu'adoptés aux assemblées tenues les 13 novembre 1952 et 3 novembre 1955, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le quinze décembre 1955.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

41449-o

Miscellaneous Notices

(P. Sec:1626-37)

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on December twelfth 1955, the amendments to articles VI and XI of the by-laws of "Kiwanis Club of Quebec Incorporated", as adopted at meetings held on November 13th, 1952 and November 3rd, 1955, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of December, 1955.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

41449

Loi du Régime des Eaux Courantes,

Chapitre 98, S.R.Q., 1941.

AVIS DE LA DEMANDE DU DÉPÔT DE
PLANS ET DEVIS

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du Régime des Eaux Courantes que la "Pembroke Electric Light Company Limited", de la ville de Pembroke, dans la Province d'Ontario, et ayant une place d'affaires dans le Canton de Waltham, comté de Pontiac, Province de Québec, se propose de faire faire des travaux consistant dans un barrage et autres autres accessoires pour l'emmagasinement, en toutes saisons, des eaux du Lac Balsam, dans le district de Pontiac, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et assurer aux usines de ladite compagnie dans le canton de Waltham la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Ministre des Terres et Forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la Division d'Enregistrement du comté de Pontiac, à Campbell's Bay.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Hull, le 20 décembre 1955.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT COMPANY LIMITED,

Par: Le Président,
W. R. BEATTY.
Le Secrétaire,
H. J. CLAUSON.

(Seeau)
41440-o

AVIS

Par ordre du Bureau Provincial de Médecine, en date du 20 décembre 1955, le docteur François Bélanger, médecin demeurant au numéro 2341 est, rue Ontario, Montréal, est destitué comme membre du Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec, pour avoir été condamné par le Juge Municipal de Westmount à deux années de pénitencier, le tout conforme au paragraphe 2, article 67, chapitre 264 (Loi Médicale du Québec).

Montréal, le 21 décembre 1955.

Le Collège des Médecins et Chirurgiens
de la Province de Québec.
par le Régistrateur,

41448-o

JEAN PAQUIN, M.D.

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 15 décembre 1955, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Bonaventure-de-Hamilton, en celui de "municipalité de Bonaventure", comté de Bonaventure.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Bonaventure, 21 décembre 1955.

Le Maire,
E. A. ARSENAULT.
Le Secrétaire-trésorier,
J.-CHS. ARSENAULT.

41460-o

Water-Courses' Act

Chapter 98, R.S.Q., 1941

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF
PLANS AND SPECIFICATIONS

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Courses' Act that the Pembroke Electric Light Company Limited, of the town of Pembroke, Province of Ontario, and having a place of business in the township of Waltham, district of Pontiac, intends to build a dam and execute other accessory works for the storing, at all seasons, of the waters of Balsam Lake, in the district of Pontiac, with the object of conserving said waters so as to regulate their flow and thus ensure a uniform supply and assure to the company's plant in the township of Waltham a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a Petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site and the nature of the works or of the improvements, and the land which is affected by such works, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests, and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Divisions of Pontiac at Campbell's Bay.

The application contained in the Petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Hull, December 20th, 1955.

PEMBROKE ELECTRIC LIGHT, COMPANY LIMITED,

per: W. R. BEATTY,
President.
H. J. CLAUSON,
Secretary.

(Seal)
41440-o

NOTICE

By an order of the Provincial Medical Board, dated December 29th, 1955, Doctor François Bélanger, physician residing at number 2341 Ontario Street, East, Montreal, has been dismissed as member of the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, for having been sentenced by the Municipal Judge of Westmount to two years penitentiary, all of which pursuant to paragraph 2, section 67, chapter 264 (Quebec Medical Act).

Montreal, December 21st, 1955.

The College of Physicians and Surgeons
of the Province of Quebec.
Per JEAN PAQUIN,
Registrar.

41448

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on December 15th, 1955, an Order in Council in order to change the name of the municipality of the parish of Saint Bonaventure-de-Hamilton, to that of "Municipality of Bonaventure", county of Bonaventure.

Pursuant to the provisions of article 48 of the municipal Code, this change of name shall come into force as from the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Bonaventure, December 21st, 1955.

E. A. ARSENAULT,
Mayor.
J.-CHS. ARSENAULT,
Secretary-Treasurer.

41460

(P.G. 13353-55)

PROGRESSIVE FINANCE CORPORATION
LIMITED

Règlement Spécial "A"

(qui augmente le nombre des directeurs de
trois à neuf)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de neuf directeurs dont cinq formeront quorum".

Je, Fernand Lareau, secrétaire-trésorier de "Progressive Finance Corporation Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie conforme et exacte du règlement spécial "A" décrété par le bureau de direction à son assemblée tenue le 28e jour de novembre 1955, en la cité de Montréal, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 28e jour de novembre 1955, à laquelle les détenteurs de toutes les actions émises de la compagnie étaient présents en personne et votèrent à l'unanimité en faveur de la sanction et ratification dudit règlement.

Montréal, Québec, 30 novembre 1955.

(Seau)

41450

Le Secrétaire-trésorier,

FERNAND LAREAU.

(A.G. 13353-55)

PROGRESSIVE FINANCE CORPORATION
LIMITED

Special By-law "A"

(increasing the number of directors from three
to nine)

"The affairs of the company shall be managed by a board of nine directors, five of whom, shall form a quorum".

I, Fernand Lareau, Secretary-Treasurer of "Progressive Finance Corporation Limited," do hereby certify the foregoing to be a true and exact copy of Special By-law "A" enacted by the Board of Directors at its meeting held on the 28th day of November, 1955, at the city of Montreal, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the Shareholders of the Company held on the 28th day of November 1955, at which were present in person the holders of all the issued shares of the Company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said By-law.

Montreal, Quebec, November 30th, 1955.

(Seal)

41450-o

FERNAND LAREAU,

Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné par les sous-signés que le Lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 15 décembre 1955, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité du canton de Ashford, comté de l'Islet, en celui de "municipalité de Saint-Damase-de-l'Islet", comté de l'Islet.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Saint-Damase-de-l'Islet, 21 décembre 1955.

Le Maire,

ARMAND GAMACHE,

Le Secrétaire-trésorier.

41461-o

MARC FORTIN.

Notice is hereby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council has adopted, on December 15th, 1955, an Order in Council in order to change the name of the municipality of the township of Ashford, county of l'Islet, to that of the "Municipality of Saint-Damase-de-l'Islet", county of l'Islet.

Pursuant to the provisions of article 48 of the Municipal Code, this change of name shall come into force as from the time of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Saint-Damase-de-l'Islet, December 21st, 1955.

ARMAND GAMACHE,

Mayor.

MARC FORTIN,

Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Employés de United Paper Box Co. Limited, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux, et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le vingt-huit décembre 1955.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la Province,
41472-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Les Employés de United Paper Box Co. Limited, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on twenty-eighth day of December, 1955.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of Cap de la Madeleine, judicial district of Three Rivers.

JEAN BRUCHÉSI,
41472 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

CONSERVIERIE DORION LIMITÉE
DORION PRESERVING LIMITED

Avis est par les présentes donné que "Conserveirie Dorion Limitée — Dorion Preserving Limited", corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant sa place d'affaires dans la cité de Mont-

Charters — Surrender of

CONSERVIERIE DORION LIMITÉE
DORION PRESERVING LIMITED

Notice is hereby given that the "Conserveirie Dorion Limitée — Dorion Preserving Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-

réal, présentera une requête au Procureur Général de la Province de Québec aux fins d'abandon de ses lettres patentes, le tout suivant les dispositions de ladite Loi des Compagnies de Québec.

Fait à Montréal, ce 27e jour de décembre 1955.

Le Secrétaire,
41471-o (signé) JACQUES COUVRETTE.

L'OEUVRE DU FOYER

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "L'Oeuvre du Foyer", incorporée en février 1943, sous la partie 3 de la Loi Provinciale des Compagnies, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, pour l'abandon de sa charte.

Montréal, le 22 décembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
41459-o YVES LAURIER, C.R.,

General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 27th day of December, 1955.

(signed) JACQUES COUVRETTE,
41471-o Secretary.

L'OEUVRE DU FOYER

Notice is hereby given that the Company "L'Oeuvre du Foyer", incorporated in February 1943, under Part 3 of the Quebec Companies' Act, shall apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, December 22nd, 1955.

YVES LAURIER, Q.C.,
41459 Attorney for the petitioner.

Compagnies dissoutes

(P.G. 12281-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Chas. H. Turner & Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11975-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Harpel Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mai 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12777-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jordan Sportswear Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 mai 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Companies Dissolved

(A.G. 12281-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chas. H. Turner & Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated July 31st, 1944.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 11975-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Harpel Limited", incorporated by letters patent dated May 4th, 1949.

Notice is also given that from and after the fifteenth day of December, 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 12777-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jordan Sportswear Incorporated", incorporated by letters patent date May 21st, 1946.

Notice is also given that from and after December fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 12217-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Entrepôts de l'Est Limitée — Eastern Storage Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mars 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 10941-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Immeubles Marquis Ltée — Marquis Realities Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

(P.G. 11970-55)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Rawin Construction Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1955, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1955.

L'Assistant-procureur général,
41439-o C. E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 12217-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Entrepôts de l'Est Limitée — Eastern Storage Limited", incorporated by letters patent dated March 24th, 1948.

Notice is also given that from and after December fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 10941-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26 chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Immeubles Marquis Ltée — Marquis Realities Ltd", incorporated by letters patent dated February 11th, 1954.

Notice is also given that from and after December fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

(A.G. 11970-55)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Rawin Construction Ltd.", incorporated by letters patent dated August 24th, 1953.

Notice is also given that from and after December fifteenth 1955, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1955.

C. E. CANTIN,
41439 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné, que la ville de Richmond s'adressera à la présente session pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte la Loi I Édouard VII, chapitre 50 et les divers status qui l'amendent, sur les matières suivantes: permettre de fixer l'évaluation des immeubles industriels de Richmond Plastic Co. Limited à la somme de cinquante mille dollars pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier, 1956; pour être autorisée à emprunter une somme n'excédant pas deux cent cinquante

Applications to Legislature

Notice is hereby given that the Town of Richmond will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act amending its charter, the act I Edward VII, ch. 50, and the various statutes amending it: to allow to fix the valuation of the industrial immovable properties of Richmond Plastic Co. Limited to the sum of fifty thousand dollars for a period of five years starting from the first day of January 1956; to be authorized to borrow by by-law an amount

mille dollars pour acquérir ou construire des immeubles devant servir à des fins municipales ou industrielles; pour amender l'article 593 de la Loi des cités et villes pour porter de six à quinze le nombre des électeurs propriétaires demandant qu'un règlement d'emprunt soit soumis pour approbation aux électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, ce 30 novembre, 1955.

Le Procureur de la requérante,
41336-49-4-o LÉONCE CÔTÉ, C.R.

not exceeding two hundred and fifty thousand dollars to acquire or build immovables which shall serve for municipal or industrial purposes; to amend article 593 of the law of cities and towns to increase from six to fifteen the number of electors owners asking that a by-law of loan be submitted for approval to the electors owners of immovable properties and for other purposes.

Sherbrooke, November 30th, 1955.

LÉONCE CÔTÉ, Q.C.,
41336-49-4-o Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Joseph Sabbath, Docteur en médecine de la cité de Boston, état du Massachusetts, un des États-Unis d'Amérique, et le Royal Trust Company, corps politique et incorporé ayant son bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, en leur qualité d'exécuteur testamentaires et fiduciaires de la succession de feu Jean Louis Sabbath, de son vivant marchand, des cité et district de Montréal, fera appel à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires et les fiduciaires de ladite succession, pour terminer, compromettre et transiger sur le litige actuellement pendant devant la cour Suprême du Canada entre ladite succession et Dame Béatrice Norma Sabbath, ménagère, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, épouse séparée de biens de Samuel R. Hock, suivant les termes et conditions et pour les considérations plus amplement détaillées dans l'acte de transactions passé devant le notaire Paul Poirier, le 3 décembre 1955, et portant le N° 7910 de ses minutes, nonobstant toutes clauses au contraire qui peuvent être contenues dans ledit testament dudit Jean Louis Sabbath, et pour confirmer, ratifier et déclarer valide le présent acte de transaction à toutes fins que de droit.

Montréal, le 3 décembre 1955.

Le Procureur du requérant.
41341-49-4-o MARC-ANDRÉ BLAIN.

Public notice is hereby given that Joseph Sabbath, Doctor of Medicine, of the city of Boston in the Commonwealth of Massachusetts, one of the United States of America, and the Royal Trust Company, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its Head Office and principal place of business in the city and district of Montreal, in their quality as testamentary executors and trustees of the Estate of the late John Louis Sabbath, in his lifetime merchant of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, authorizing the testamentary executors and trustees of the said estate to settle, compromise and transact the litigation presently pending before the Supreme Court of Canada between the said Estate and Dame Béatrice Norma Sabbath, housewife of the city of Ottawa in the Province of Ontario, wife separate as to property of Samuel R. Hock, upon the terms and conditions and for the considerations more fully set out in that certain agreement of settlement passed before notary Paul Poirier on the 3rd of December 1955 and bearing No. 7910 of his Minutes, notwithstanding any provisions to the contrary which may be contained in the last will and testament of the said John Louis Sabbath, and to confirm, ratify and declare valid the said agreement of settlement for all legal purposes.

Montreal, December 3rd, 1955.

MARC-ANDRÉ BLAIN,
41341-49-4-o Attorney for the petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que l'"Institut des Auditeurs Publics Accrédités", corps politique et incorporé, et "The International Society of Commerce Limited", corps politique et incorporé, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant la Loi pour réglementer la pratique de la comptabilité et de la vérification (loi 10 George VI, chapitre 47, amendée par la loi 11 George VI, chapitre 64), afin de permettre aux candidats à l'"Institut des Comptables Agréés de la Province de Québec" de faire leur cléricature dans un bureau d'un membre qualifié de l'"International Society of Commerce Limited" (A.P.A.) et déclarer telle cléricature valide; et pour autres fins.

Québec, le 5 décembre 1955.

Le procureur des pétitionnaires,
41350-49-4-o LOUIS LAROCHE.

Public notice is hereby given that "The Institute of Accredited Public Accountants", body politic and corporate, and "The International Society of Commerce Limited", body politic and corporate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending the Act to regulate the practice of the Accountancy and Auditing (Act 10 George VI, chapter 47, amended by Act 11 George VI, chapter 64), in order to allow the candidates of the "Institute of Chartered Accountants of the Province of Quebec" to make their services in an office of a member qualified of the "International Society of Commerce Limited" (A.P.A.), and to declare such services valid; and for other purposes.

Quebec, December 5, 1955.

LOUIS LAROCHE,
41350-49-4-o The Attorney for the Petitioners.

AVIS

REQUÊTE À LA LÉGISLATURE DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que Bishop's College, une corporation constituée par

NOTICE

APPLICATION TO QUEBEC LEGISLATURE

Public notice is hereby given that Bishop's College, a corporation incorporated by Act of the

la loi de la Législature de l'ancienne Province du Canada 7 Victoria, chapitre 49, ayant son bureau chef en la ville de Lennoxville, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir une loi modifiant sa charte afin de préciser plus clairement ses pouvoirs de placement.

Daté à Montréal, ce 8ième jour de décembre 1955.

Les Procureurs du requérant,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
41376-50-4-o KER & CATE.

Legislature of the late Province of Canada 7 Victoria, chapter 49, having its head office in the town of Lennoxville, will apply at the present session of the Quebec Legislature for an act amending its charter so as to clarify its powers of investment.

Dated at Montreal, this 8th day of December 1955.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
KER & CATE,
41376-50-4-o Attorneys for Petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que Paul-Émile Laperrière, de la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi sur la matière suivante:

Obtenir un titre valable sur le lot portant le numéro de subdivision 229 du lot originaire 465 du cadastre de la paroisse Saint-Laurent, et pour autres fins.

Montréal, 12 décembre 1955.

Le Procureur du requérant,
41397-50-4-o ROBERT HODGE, C.R.

Public notice is, hereby, given that Paul-Émile Laperrière, of the city of Saint-Laurent, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes:

To obtain a valid title on lot bearing subdivision number 229 of the original lot number 465 of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent and for other purposes.

Montreal, December 12th, 1955.

ROBERT HODGE, Q.C.
41397-50-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis, est par les présentes donné que la Corporation de la paroisse de Saint-Léonard de Port Maurice s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente ou prochaine session, pour demander en plus des pouvoirs demandés dans l'avis déjà paru pour que les terrains suivants apparaissant comme chemins publics, rues ou ruelles aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Longue Pointe et situés dans les limites de la municipalité sont déclarés être la propriété de la ville à savoir:

a) 428 — 1, 20, 40, 64, 65, 73 et 85;

b) 427 — 1, 15, 30, 58, 59, 65, 69, 77, 91, 105, 136, 140, 141, 156, 160, 168, 183, 198, 230, 234, 235, 262, 266, 274, 301, 328, 372, 376, 377, 395, 399, 407, 425, 443, 478, 479, 483, 501, 505, 515, 531, 549, 584, 588, 589, 609, 611, 619, 633, 647, 648, 676, 677,

Ces chemins publics, rues ou ruelles pourront être fermés et la ville pourra consentir à toutes personnes ou corporation un titre valable en échange de d'autres terrains destinés à servir de chemins publics, rues, ou ruelles.

Le Procureur de la pétitionnaire,
41395-50-4-o YVES LAURIER.

Notice is hereby given that the Corporation of parish of Saint-Léonard de Port Maurice will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or next session for a passing of an Act for the followings purposes, besides those already published since October 26th, 1955, to with the following lots appearing as public roads, streets, or lanes on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Longue Pointe and situated in the limits of the Municipality will be declared the town's property:

a) 428 — 1, 20, 40, 64, 65, 73 and 85;

b) 427 — 1, 15, 30, 58, 59, 65, 69, 77, 91, 105, 136, 140, 141, 156, 160, 168, 183, 198, 230, 234, 235, 262, 266, 274, 301, 328, 372, 376, 377, 395, 399, 407, 425, 443, 478, 479, 483, 501, 505, 515, 531, 549, 584, 588, 589, 609, 611, 619, 633, 647, 648, 676, 677.

With the power for the town to close these public roads, streets and lanes and consents to persons or corporation a valid title to these lots in exchange with other lots destined to serve as public roads, streets and lanes.

YVES LAURIER,
41395-50-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Édouard VII, chapitre 86, en sus des matières décrites à l'avis du 10 novembre 1955, sur les matières suivantes: évaluation, pour fins municipales, de la troisième usine de la Northern Electric Company Limited; amender le règlement numéro 1003, concernant le zonage, sans referendum, afin de permettre certains genres d'industries sur certains lots situés dans la zone 14; abroger l'article 52 du chapitre 86 de la loi 9 Édouard VII; faire un règlement de zonage pour tout territoire à annexer, sans referendum; et pour autres fins.

Montréal, le 12 décembre 1955.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU & POUPART.
41396-50-4-o

Public notice is hereby given that the city of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86, in addition to the purposes described in the notice of November 10th, 1955, for the following purposes: valuation, for municipal purposes, of the Third factory of the Northern Electric Company Limited; to amend by-law number 1003, concerning the zoning, without referendum, in order to allow certain types of industries on certain lots situated within the zone 14; to repeal article 52 of chapter 86 of the Act 9 Edward VII; to adopt a zoning by-law for any territory to be annexed, without referendum; and for other purposes.

Montreal, December 12th, 1955.

LACROIX, VIAU & POUPART,
The Attorneys for the city of Lachine.
41396-50-4-o

Avis est, par les présentes, donné que la ville de Rivière des Prairies, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à la présente ou à une prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir certains pouvoirs et d'amender sa charte sur les matières suivantes:

1° Pour obtenir le pouvoir d'abroger un règlement de zonage et un règlement de construction et d'en adopter de nouveaux sans référendum;

2° Pour faire décréter la propriété à la Ville, à certaines conditions, des rues, ruelles, chemins publics, place publiques et trottoirs actuellement ouverts à l'usage du public dans les limites de la ville ou indiqués comme tels aux plans de subdivision et aux plan et livre de renvoi officiels du Bureau d'Enregistrement de Montréal et au rôle d'évaluation de la ville avant le 1er janvier 1956;

3° Pour permettre à la ville de déterminer pour une certaine période une taxation fixe aux immeubles et terrains de l'usine que s'est engagé de construire J. A. Levine sur le territoire de la ville;

4° Et pour d'autres fins.

Montréal, le 9 décembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
41398-50-4-o LABELLE & LABELLE.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que "Le Bureau Métropolitain des Écoles Protestantes de Montréal" demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, l'adoption d'une Loi, amendement la Loi 15, George V, chapitre 45 et différentes lois l'amendant, aux fins de modifier sa charte, étendant et définissant plus amplement ses pouvoirs, et pour d'autre fins.

Montréal, ce 13e jour de décembre 1955.

Le Procureur des pétitionnaires,
41406-50-4 ALFRED M. WEST, C.R.

AVIS PUBLIC

Le soussigné donne avis qu'il s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique du droit.

Montréal, le 12 décembre 1955.

AKOS DE S. MUSZKA.
41418-51-4-o

Canada — Province de Québec

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Léonard Dulude, de la paroisse de Varennes, s'adressera à la Législature Provinciale lors de sa présente session pour obtenir une loi le déclarant propriétaire absolu de certains immeubles situés en la paroisse de Verchères, lesquels immeubles sont connus et désignés sous le numéro deux cent trente et un (231) et certains immeubles situés en la paroisse de Varennes, connus et désignés

Premièrement: sous le numéro deux cent trois (203),

Deuxièmement: sur partie du lot numéro un (1),

Troisièmement: sur le lot numéro deux (2) de ladite paroisse.

Le Procureur du pétitionnaire,
41465-52-4-o CHS. M. PIUZE, C.R.

Notice is hereby given that the town of Rivière des Prairies will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present or a next session, for the passing of an Act granting certain powers and amending its charter, on the following matters:

1. To obtain the power to abrogate a zoning by-law and a building by-law and to adopt new ones without referendum;

2. To have the property assigned to the town, under certain conditions, of streets, lanes, public roads, public places and sidewalks now open to the use of the public in the limits of the town, or indicated as such on Subdivision Plans, on the Official Plan and Book of Reference deposited at Registry Office of Montreal and on the valuation roll of the town before January 1st, 1956;

3. To authorise the town to set for a period of time, a fixed taxation on the land buildings of the factory which J. A. Levine has undertaken to build in the limits of the town;

4. And for other purposes.

Montreal, December 9th 1955.

LABELLE & LABELLE,
41398-50-4-o Attorneys for the petitioner.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that "The Protestant School Board of Greater Montreal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act, amending the Act 15, George V, chapter 45, and various acts amending same, for the purpose of amending its charter, extending and further defining its powers, and for other purposes.

Montreal, this 13th day of December 1955.

ALFRED M. WEST, Q.C.,
41406-50-4-o Attorney for the petitioners.

PUBLIC NOTICE

The undersigned gives notice that he will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to authorize the Bar of the Province of Quebec to admit him to the practice of law.

Montreal, December, the 12th, 1955.

AKOS DE S. MUSZKA.
41418-51-4-o

Canada — Province of Quebec

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Léonard Dulude, of the parish of Varennes, will apply to the Provincial Legislature at its present session in order to obtain the passing of an Act declaring him absolute owner of certain immovables situated in the parish of Verchères, which immovables are known and designated as number two hundred and thirty-one (231) and certain immovables situated in the parish of Varennes, known and designated:

Firstly: as number two hundred and three (203),

Secondly: on part of lot number one (1),

Thirdly: on lot number two (2) of the said parish.

CHS. M. PIUZE, Q.C.,
41465-52-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes, donné, que la ville de Hauteville, dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Annexer à son territoire originaire, tel que décrit à l'article 2 de la Loi 14, George VI, chapitre 124, le territoire décrit comme suit:

Un territoire situé en partie dans le canton de Laffèche, en partie dans le canton de Manicouagan et en partie dans le canton de Eudes, comprenant:

Dans le canton de Eudes: le bloc B; dans le canton Laffèche: le bloc 1; partie du bloc 6; les blocs 8, D et G; rang I, les lots 1 à 13, E, partie du lot F au sud de la rivière Amédée; rang II, les lots 1 à 15; dans le canton de Manicouagan; les blocs D et M; rang VI, les lots 33B à 38B.

2° Fixer pour un période de dix (10) ans, à compter de 1956, le montant de taxe municipale payable par Quebec North Shore Paper Company sur tous les biens actuels qu'elle possède et sur ceux qu'elle possédera pour fins industrielles, dans les nouvelles limites de la ville de Hauteville, à la somme de deux mille cinq cents (\$2,500.00) par année.

3° Fixer, pour un période de dix (10) ans, à compter de 1956, le montant de taxe municipale payable par Manicouagan Power Company sur les biens actuels qu'elle possède et sur ceux qu'elle possédera, pour fins industrielles ou pour fins résidentielles du personnel nécessaire à l'entretien et à l'administration du pouvoir hydro-électrique, dans les limites de la ville de Hauteville, à la somme de (\$5,000) cinq mille dollars, par année.

4° Amender sa charte, la loi 14, George VI, chapitre 124, article 9, en augmentant le nombre des échevins de six à huit, à compter des élections générales de 1957.

Baie Comeau, 12 décembre 1955.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
ROULEAU, PARADIS & ROULEAU.
41452-52-4-o

Notice is hereby given that the town of Hauteville, in the county of Saguenay, shall apply to the Legislature of Quebec, at its present session, to request the adoption of an Act for the following purposes:

1. Annex to its original territory, as described in section 2, Act 14, George VI, chapter 124, the territory described as follows:

A territory situated partly in the township of Laffèche, partly in the township of Manicouagan and partly in the township of Eudes, comprising:

In the township of Eudes: Block B; in the township of Laffèche: Block 1; part of Block 6; Blocks 8, D and G; range I, lots 1 to 13, E, part of lot F to the south of the Amédée River; range II, lots 1 to 15; in the township of Manicouagan; Blocks D and M; range VI, lots 33B to 38D.

2. To fix at two thousand five hundred dollars (\$2,500.00) per year, for a period of ten (10) years, as from 1956, the amount of municipal taxation payable by the Quebec North Shore Paper Company on all the actual property the Company holds or shall hold for industrial purposes, within the new limits of the town of Hauteville.

3. To fix at \$5,000 (five thousand dollars) per year, for a period of ten (10) years, as from 1956, the amount of municipal taxation payable by the Manicouagan Power Company on all the actual property it holds and on all that it may hold, for industrial purposes or to house the staff required for the maintenance and management of hydroelectric power within the limits of the town of Hauteville.

4. Amend its charter, Act 14, George VI, chapter 124, section 9, by increasing the number of aldermen from six to eight, as from the general elections of 1957.

Baie Comeau, December 12th, 1955.

ROULEAU, PARADIS & ROULEAU,
41452-52-4 Attorneys for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Trans-Canada Pipe Lines Limited, corporation constituée par statuts du Gouvernement du Canada et ayant son siège social en la cité de Calgary, province d'Alberta, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi lui accordant certains pouvoirs pour les fins de construction de pipe-lines et de transport, de vente et de distribution de gaz naturel dans la province.

Montréal, le 24 décembre 1955.

Le Procureur de la requérante,
JEAN FILION, C.R.
41454-52-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Trans-Canada Pipe Lines Limited, incorporated by Statutes of the Parliament of Canada and having its head office in the city of Calgary, Province of Alberta, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to ask for the adoption of an Act granting to it certain powers for the purposes of building pipe lines and of transport, sale and distribution of natural gas in the Province.

Montreal, December 24, 1955.

JEAN FILION, Q.C.,
41454-52-4-o Attorney for petitioner.

Avis est par les présentes donné que Melchers Distilleries Limited présentera un amendement au projet de loi numéro 114, amendant la charte de la ville de Berthierville, pour faire confirmer par la Législature une entente intervenue entre la compagnie et la ville de Berthierville, relativement à l'évaluation municipale des biens de la compagnie situés dans la ville de Berthierville.

Montréal, le 27 décembre 1955.

Le Procureur de Melchers Distilleries,
Limited,
JEAN-PAUL STE-MARIE.
41470-52-4-o

Notice is hereby given that Melchers Distilleries Limited will present an amendment to Bill No. 114, amending the charter of the town of Berthierville, requesting the Legislature to confirm an agreement entered into between the town of Berthierville and the company, in relation to the municipal valuation of the properties of the company, located therein.

Montreal, December 27th, 1955.

JEAN-PAUL STE-MARIE,
Attorney for
Melchers Distilleries Ltd.
41470-52-4-o

Prenez avis que André Langlais, domicilié à Québec, s'adressera à la Législature présentement en Session à Québec afin d'être admis à la pratique du droit.

L'Avocat du pétitionnaire,
41469-52-4-o LOUIS LANGLAIS.

Take notice that André Langlais, having his domicile at Quebec, will petition the Legislature actually sitting at Quebec in order to be admitted to the law practice.

LOUIS LANGLAIS,
41469-52-4-o Attorney for the petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Eileen Mary White, de la cité de Québec, veuve de feu Douglas Watson Ogilvie, de son vivant de la cité de Montréal, courtier en immeubles, John Douglas Ogilvie, de Sidney, Ile de Vancouver, et Lorne Frederick Wilson Ogilvie, de l'Ile Bigras, dans la province de Québec, agent de change, étant les seuls légataires survivants en vertu du testament dudit feu Douglas Watson Ogilvie, et Montreal Trust Company et ladite Eileen Mary White, les deuls exécuteurs dudit testament, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour obtenir l'adoption d'une loi autorisant lesdits exécuteurs à faire, à l'occasion, des avances à même le capital de la succession dudit feu Douglas Watson Ogilvie auxdits légataires ou à l'un ou l'autre d'entre eux.

Montréal, le 23 décembre 1955.

Les Procureurs des requérants,
McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
41464-52-4-o KER & CATE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Eileen Mary White, of the City of Quebec, widow of the late Douglas Watson Ogilvie, in his lifetime of the City of Montreal, real estate agent, John Douglas Ogilvie, of Sidney, Vancouver Island, and Lorne Frederick Wilson Ogilvie, of Ile Bigras, Province of Quebec, stockbroker, being the sole surviving legatees under the will of the said late Douglas Watson Ogilvie, and Montreal Trust Company and the said Eileen Mary White, the sole Executors of said will, will apply to the Provincial Legislature, at its present session, for the adoption of an Act to empower said Executors to make advances from time to time out of the capital of the estate of the said late Douglas Watson Ogilvie to said legatees or any of them.

Montreal, December 23, 1955.

McMICHAEL, COMMON, HOWARD,
41464-52-4-o KER & CATE,
Attorneys for Petitioners.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 1279-55.

Québec, le 23 décembre 1955.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire séparée et distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire protestante de Farmborough, dans le comté de Rouyn-Noranda", les lots 1 à 32 inclusivement des rangs I à X inclusivement du canton de Joannes, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41466-52-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1279-55.

Quebec, December 23, 1955.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Protestants only, under the name of "The Protestant School Municipality of Farmborough, in the county of Rouyn-Noranda", lots 1 to 32 inclusive, of ranges I to X inclusive, of the township of Joannes, in the same county.

O. J. DÉSAULNIERS,
41466-52-2 Superintendent of Education.

N° 627-55.

Québec, le 23 décembre 1955.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire protestante de la Cité de Granby, dans le comté de Shefford, pour les protestants seulement, les lots du canton de Granby qui ont été annexés à la Cité de Granby au 1er janvier 1955. Ce territoire du canton de Granby est décrit dans l'ordre en conseil N° 781, en date du 28 juillet 1954, qui apparaît à la page 2399 de la *Gazette officielle de Québec*, du 7 août 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41467-52-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 627-55.

Quebec, December 23, 1955.

Application is made to annex to the Protestant School Municipality of the City of Granby, in the county of Shefford, for Protestants only, those lots of the township of Granby which have been annexed to the City of Granby on January first 1955. This territory of the township of Granby is described in Order in Council No. 781, dated July 28, 1954, which appears at page 2399 of the *Quebec Official Gazette* of August 7, 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
41467-52-2 Superintendent of Education.

N° 1126-52.

Québec, le 23 décembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1955, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Méridi, dans le comté de Matane, le lot N° 66 du rang VI du canton Fleuriault, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Matapédia.

Cet arrêté ministériel prendra effet au 1er juillet 1956.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41468-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1126-52.

Quebec, December 23, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated December 15, 1955, has been pleased to detach from the School Municipality of St. Angèle-de-Méridi, in the county of Matane, lot No. 66, range VI of township Fleuriault, in order that it be annexed to the School Municipality of St. Jeanne-d'Arc, in the county of Matapédia.

This Order in Council shall take effect on July first 1956.

O. J. DÉSAULNIERS,
41468 Superintendent of Education.

N° 1003-54.

Québec, le 23 décembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1955, concernant l'annexion de certains lots de la municipalité scolaire de St-Joseph de Béranger à celle de Ste-Marie-Médiatrice, dans le comté de Missisquoi, de corriger l'item 1 de l'arrêté en Conseil numéro 1147, en date du 2 novembre 1955, de manière à lire, au lieu des mots "St-Joseph-de-Beaurivage", les mots "St-Joseph-de-Béranger".

Cet arrêté ministériel prend effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41468-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1272-55.

Québec, le 23 décembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1955, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Martin, dans le comté de Laval, en celui de "Ville St-Martin", dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet 8 jours après la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41468-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1319-51.

Québec, le 23 décembre 1955.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 15 décembre 1955, de corriger l'item 4 de l'ordre en conseil N° 1146, en date du 2 novembre 1955, concernant l'annexion d'un lot à la municipalité scolaire de Sainte-Catherine de Hatley, dans le comté de Stanstead, de manière que la description du lot à annexer se lise comme suit: "La moitié ouest du lot originaire numéro 23 du rang V du canton de Hatley, portant le numéro 870 du cadastre officiel du canton Hatley" au lieu de "le lot 13 du rang V du canton Hatley".

Cet arrêté ministériel prend effet immédiatement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
41468-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1003-54.

Quebec, December 23, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated December 15, 1955 concerning the annexation of certain lots of the School Municipality of St. Joseph de Béranger to that of St. Marie-Médiatrice, in the county of Missisquoi, to correct item 1 of Order in Council number 1147, dated November 2, 1955, in order that the words "St. Joseph-de-Beaurivage" be read in lieu of the words "St. Joseph-de-Béranger".

This Order in Council shall take effect immediately.

O. J. DÉSALNIERS,
41468 Superintendent of Education.

No. 1272-55.

Quebec, December 23, 1955.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated December 15, 1955, has been pleased to change the name of the School Municipality of the village of St. Martin, in the county of Laval, to that of "Town of St. Martin," in the same county.

This Order in Council shall take effect 8 days following the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

O. J. DÉSALNIERS,
41468 Superintendent of Education.

No. 1319-51.

Quebec, December 23, 1955.

His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated December 15, 1955, to correct Item 4 of Order in Council No. 1146, dated November 2, 1955, concerning the annexation of a lot the School Municipality of Saint Catherine de Hatley, in the county of Stanstead, in order that the description of the lot to the annexed shall read as follows: "The west half of original lot number 23, range V, of the township of Hatley, bearing number 870 of the official cadastre of the township of Hatley" in lieu of "lot 13, range V of the township of Hatley".

This Order in Council shall take effect immediately.

O. J. DÉSALNIERS,
41468 Superintendent of Education.

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Girard.....	Marcelle.....	22	Arvida.

Chicoutimi, le 21 décembre 1955 — Chicoutimi, December 21, 1955.

41451-o

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
RICHARD DUFOUR,
Secretary of Saguenay Bar.

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné par les présentes que "L'Association des Marchands-Détaillants-Québec — The

Notice is hereby given that "L'Association des Marchands Détaillants-Québec — The Re-

Retail Merchants' Association-Quebec", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er mai 1948, enregistrées le 4 mai 1948, et dont le nom corporatif a été changé en celui de "L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.", par lettres patentes supplémentaires en date du 11 janvier 1949, enregistrées le 27 janvier 1949, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau du N° 1290 de la rue St-Denis, dans les cité et district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par l'Association comme étant son bureau principal.

Montréal, le 6 décembre 1955.

Le Président,
GÉRALD DALCOURT.

41445-o

tail Merchants' Association-Quebec" constituted as a corporation under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 1st, 1948 and registered May 4th, 1948, whose corporate name has been changed to that of "L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec, Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec, Inc.", by Supplementary letters patent dated January 11, 1949, registered January 27, 1949, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1290 St. Denis Street, and the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Association as being its head office.

Montreal, December 6, 1955.

GÉRALD DALCOURT,
President.

41445

ALUMINIUM CONSTRUCTION INC.

Avis est donné que la compagnie "Aluminium Construction Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 novembre 1955, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 276 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 26 novembre 1955.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
SUZANNE LEFEBVRE.

41441-o

ALUMINIUM CONSTRUCTION INC.

Notice is hereby given that "Aluminium Construction Inc.", company incorporated by letters patent dated the 24 of November, 1955, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 276 St. James Street West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, November 26, 1955.

(Seal) SUZANNE LEFEBVRE,
Secretary-Treasurer.

41441-o

Avis de la situation du bureau principal et de la succursale de la compagnie

NEWKIRK & CO. LTD (QUEBEC)

Avis est donné que la compagnie "Newkirk & Co. Ltd (Quebec)", incorporée en vertu des lettres patentes en date du 22 novembre 1955, a établi son bureau principal au numéro 473 de la rue St. François-Xavier, à Montréal, dans la Province de Québec, et une succursale au numéro 100 de la rue Adélaïde ouest, à Toronto, dans la province d'Ontario.

A compter de la date du présent avis, lesdits bureaux sont considérés par la compagnie comme étant le bureau principal et la succursale de ladite compagnie.

Donné à Montréal, ce 30ième jour de novembre 1955.

(Seau) NEWKIRK & CO. LTD (QUEBEC)
par le Secrétaire-trésorier,

LESLIE E. WETMORE.

41443-o

Notice of the Situation of the Head Office and branch of

NEWKIRK & CO. LTD (QUEBEC)

Notice is hereby given that "Newkirk & Co. Ltd (Quebec)", incorporated by letters patent on the 22nd day of November 1955, has established its head office at number 473 St. François-Xavier St., Montreal, in the Province of Quebec, and a branch at number 100 Adelaide Street West, Toronto, in the Province of Ontario.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company, as being the Head Office and the branch of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1955.

(Seal) NEWKIRK & CO. LTD (QUEBEC)
per: LESLIE E. WETMORE,
Secretary-Treasurer.

41443-o

AVIS OFFICIEL

Le Conseil St-Eustache, N° 1813, des Chevaliers de Colomb de St-Eustache, P.Q., 109 rue St. Nicholas, donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

(Seau) R. P. COLLETTE,
Grand Chevalier.
PIERRE GAGNON,
Secrétaire Archiviste.

41444-o

OFFICIAL NOTICE

The "Council St-Eustache No. 1813, of Knights of Columbus", of St-Eustache, P.Q., 109 St. Nicholas Street, hereby gives notice that its head office is located at the above-mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from April 22, 1953.

(Seal) R. P. COLLETTE,
Grand Knight.
PIERRE GAGNON,
Recording-Secretary.

41444

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

H. PAUL CHEVALIER INC.

Avis est par les présentes donné que "H. Paul Chevalier Inc.", compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 26 avril 1954, a établi son siège social à 552, avenue Mercier en la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières.

Signé à Shawinigan Falls, ce 15 décembre 1955.

41446-o Le Président,
H. P. CHEVALIER.

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

H. PAUL CHEVALIER INC.

Notice is hereby given that "H. Paul Chevalier Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, April 26th, 1954, has established its head office at 552 Mercier Avenue, in the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières.

Signed at Shawinigan Falls, this December 15th, 1955.

41446 H. P. CHEVALIER,
President.

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

SHAWINIGAN AUTO ELECTRIC INC.

Avis est par les présentes donné que "Shawinigan Auto Electric Inc.", compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 20 décembre 1954, a établi son siège social à 794, 5ième Rue, en la cité de Shawinigan Falls, district de Trois-Rivières.

Signé à Shawinigan Falls, ce 15 décembre 1955.

41447-o Le Président,
RENÉ CLAVET.

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

SHAWINIGAN AUTO ELECTRIC INC.

Notice is hereby given that "Shawinigan Auto Electric Inc.", a company incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, December 20th, 1954, has established its head office at 794-5th, Street, in the city of Shawinigan Falls, district of Trois-Rivières.

Signed at Shawinigan Falls, this December 15th, 1955.

41447 RENÉ CLAVET,
President.

(P.G. 10424-54)

Mt-BRUNO CONSTRUCTION INC.

Règlement Spécial N° 4

"Que le siège social de la compagnie présentement situé à 400 rue Oak, St-Lambert, soit transporté à 1701 rue Montarville, St-Bruno, Québec."

Vraie copie.

Montréal, 1er août 1955.

41442 Le Secrétaire,
LUCIEN ROUSSEAU.

(A.G. 10424-54)

Mt-BRUNO CONSTRUCTION INC.

Special By-law No. 4

"That the head office of the company, presently situated at 400 Oak Street, St. Lambert, be changed to 1701 Montarville Street, St. Bruno, Quebec."

True extract.

Montreal, August 1st, 1955.

41442-o LUCIEN ROUSSEAU,
Secretary.

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure, (En matière de Faillite). Dans l'affaire de la faillite de: Legendre Automobile Inc., corps politique et incorporé ayant sa place d'affaires à Montmagny, Que. garagistes, débitrice.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: VENDREDI, le TROIS FÉVRIER 1956, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la ville de St-Thomas de Montmagny, Co. Montmagny, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Item a) Un terrain situé sur la rue St-Étienne en la ville de Montmagny, avec le garage y érigé lequel terrain fait partie du lot N° 73 soixante-treize du cadastre officiel pour la ville de Montmagny, de forme irrégulière et borné comme suit: Au nord partie par la rue St-Étienne et Clément Rouleau, M.V. (Ptie N° 73) et mesurant respectivement 51.8 pi. et 33.2 pi.,

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Bankruptcy of: Legendre Automobile Inc., a body politic and corporate having its place of business at Montmagny, Que. Garage-keepers, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that: FRIDAY, the THIRD day of FEBRUARY 1956, at TWO o'clock in the afternoon, there shall be sold by public auction, at the door of the Church of the town of St. Thomas de Montmagny, Cty. Montmagny, the immovable hereinafter described, to wit:

Item a) A piece of land situated on St. Etienne street, in the town of Montmagny, with garage erected thereon, which land forms part of lot No. 73 seventy-three of the official cadastre for the town of Montmagny, of irregular shape and bounded as follows: To the north, partly St. Etienne street and Clément Rouleau, V.S. (Part No. 73) and measuring respectively

à l'est par partie du lot appartenant à Clément Rouleau, M.V. et partie à la propriété de Louis-Georges Talbot (lot 74) et mesurant respectivement 36 pi. et 60.6 pi., au sud par les lots Nos 75 et parties du lot 72 appartenant respectivement au Dr. Jean-Marie Couillard, Paul-Henri Lemieux et Roger Boulanger et à l'ouest par le lot N° 71 appartenant à Mlle A. Cloutier et par le lot N° 70 et appartenant à Monsieur Joseph Beaudoin. Le tout tel que mentionné à un plan préparé en date du 6 décembre 1955 par Monsieur J. A. Lafleur, arpenteur-géomètre, de la cité de Québec, et d'un procès-verbal de bornage accompagnant ce dit plan.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérissseur à charge des rentes et autres servitudes qui peuvent exister. (mise à prix \$8,000.00).

L'acquéreur de cet immeuble devra respecter le bail actuellement existant entre les syndics et le Ministère de la Défense Nationale; lequel bail expirera le 16 septembre 1956 et l'acquéreur aura le droit de percevoir le loyer à compter du premier février 1956.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite 1949. Cette vente équivaut à la vente faite par le Sherif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Daté à Québec, ce 22 septembre 1955.

Les Co-Syndics,
JOSEPH MARMETTE &
MAURICE BOULANGER.

111, Côte de la Montagne, Québec, 71, rue St-Pierre, Québec. 41458-52-2-o

51.8 ft. and 33.2 feet easterly by part of that lot belonging to Clément Rouleau, V.S., and partly by the property of Louis Georges Talbot (lot 74) and measuring respectively 36 feet and 60.6 feet, southerly by lots No. 75 and parts of lot 72 belonging respectively to Dr. Jean Marie Couillard, Paul Henri Lemieux and Roger Boulanger, and westerly by lot No. 71 belonging to Miss A. Cloutier and by lot No. 70 belonging to Mr. Joseph Beaudoin. All of which as mentioned in a plan prepared December 6, 1955 by Mr. J. A. Lafleur, land surveyor, of the City of Quebec, and certificate of boundary survey accompanying said plan.

This item shall be offered for sale to the highest and last bidder subject to rents and other servitudes which may be attaching thereto. (upset price \$8,000.00).

The purchaser of said immovable shall respect the lease actually in force between the trustees and the Department of National Defence; which lease shall expire September 16, 1956 and the purchaser shall have the right to collect the rent as from February 1, 1956.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the offices of the undersigned trustees.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the Code of Civil Procedure and section 55 of the Bankruptcy Act of 1949. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Dated at Québec, this September 22, 1955.

JOSEPH MARMETTE &
MAURICE BOULANGER,
Joint Trustees.

111 Mountain Hill, Québec, 71, St. Peter street, Québec. 41458-52-2

Vente par licitation

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Sorel, dans le district de Richelieu, le 26 novembre 1955, dans une cause portant le N° 13-126 des dossiers de la Cour Supérieure du district de Richelieu, dans laquelle, Dame Obéline Perron, épouse commune en biens d'Ernest Girouard rentier, demeurant et résidant à St-Roch, district de Richelieu, et ledit Ernest Girouard pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont demandeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit savoir:

"Un terrain situé au village de St-Roch sur Richelieu, borné comme suit: en front la rue St-Nazaire, en arrière Mme Paul Duhamel, d'un côté Xavier Berthiaume et de l'autre côté Gérard Duhamel; connu ledit immeuble comme faisant partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-cinq (P. 385) du cadastre de la paroisse de St-Roch sur Richelieu avec les bâtisses y érigées."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis en vente à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur le VINGT JANVIER 1956 à ONZE heures de l'avant-midi au bureau du protonotaire au Palais de Justice, à Sorel, sujet aux charges, clauses et conditions indiqués dans le cahier des charges déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposé au Greffe du protonotaire de ladite Cour au

Sale by Licitatation

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sorel, in the district of Richelieu, on november 26, 1955, in a case bearing No. 13-126 of the records of the Superior Court for the district of Richelieu, wherein Dame Obéline Perron, spouse in community of goods with Ernest Girouard, fundholder, living at St-Roch, district of Richelieu, and the said Ernest Girouard to authorize his wife, ordering the licitation of immovable described as follows, to wit:

"A property situated at the village of St-Roch sur Richelieu limited as follows: in front the St-Nazaire St., in back Mrs Paul Duhamel, in one side M. Xavier Berthiaume and in the other side M. Gérard Duhamel; know and designate as a part of lot number three hundred eighty-five (P. 385) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Roch sur Richelieu with over builders."

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTIETH day of JANUARY 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary, in the Court House at Sorel, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges of the withdraw to be made to the said licitation, must be filled in the office of the pro-

moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Sorel, le 9 décembre 1955.

Le Procureur des demandeurs,
41377-50-2-o PAUL ÉMILE ALLY.

thonotary of the said Court, as least twelve day before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Sorel, December 9th, 1955.

PAUL ÉMILE ALLY,
41377-50-2-o Attorney for the plaintiffs.

Vente pour taxes

Province de Québec — District de Roberval

MUNICIPALITÉ DE CANTON DELISLE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 12 décembre 1955, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la corporation municipale de canton Delisle, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle publique de Saint-Cœur-de-Marie, MERCREDI, le DIX-HUIT JANVIER 1956, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1955, auront été payées avant le moment de la vente.

1° Georges Potvin.— La demie est du lot N° 27 (½ E. N° 27) du rang cinq (5), du cadastre officiel du canton Delisle, comté Lac St-Jean, mesurant cinquante acres environ, bornée au nord au rang six, à l'est au lot N° vingt-six, au sud au chemin public, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, apparentes et occultes.

2° Adélaïde Potvin.— La juste demie ouest du lot de terre N° 27 (½ O. N° 27), du rang cinq (5), au cadastre officiel du canton Delisle, avec les bâtisses y érigées, laquelle demie ouest est, ainsi, bornée: au nord, au trait carré des rangs cinq et six dudit canton; au sud, au chemin de front des rangs quatre et cinq du même canton; à l'est, à la juste demie est du lot, dont elle fait partie, et appartenant à Georges Potvin; et à l'ouest, au lot vingt-huit (N° 28).

3° Succession Onésime Martel.— Une lisière de terrain de forme irrégulière et située dans la municipalité de Delisle, prise à même le lot N° deux (2), du rang deux, au cadastre officiel du canton Delisle. Cette lisière de terrain traverse, en diagonale, le lot N° deux, du rang deux et est décrite comme suit:

Commencant à l'intersection de la ligne de division des lots un et deux, d'avec la ligne centrale de la voie ferrée au chaînage 700-38, de là en suivant ladite ligne centrale de la voie ferrée dans une direction nord-ouest, une distance de mille trois cent quatre-vingt-sept pieds (1,387'), jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots 2 et 2 au chaînage sept cent quatorze vingt-cinq, avec une largeur uniforme de deux cents pieds, deux cents pieds (200') au nord-est et cent pieds (100') au sud-ouest, mesurée perpendiculairement avec la ligne centrale de la voie ferrée. Cette lisière de terrain contient une superficie de trois acres et quatre dixièmes 3/4, plus ou moins, mesure anglaise. Ce terrain est borné comme suit: au nord-est et au sud-ouest, par le résidu du lot N° 2; à l'est par le lot N° 1; à l'ouest par le lot N-P. 3-4 et par le lot P. 3, appartenant à Ernest Harvey ou représentants.

4° Henri Larouche.— a) Un emplacement sis, et situé au front sud-est du lot N° 31 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre fait pour le cinquième rang du canton Delisle, mesurant 100 pieds de profondeur sur une largeur de 50. Borné à l'ouest et au nord, par le reste du lot 31 dont il fait partie; à l'est par le terrain de Jos. Simard et au sud par le chemin de front.

b) Un lopin de terre faisant partie du lot 30, du rang

Sale for Taxes

Province of Quebec — District of Roberval

MUNICIPALITY OF THE TOWNSHIP OF DELISLE

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by a decree dated December 12, 1955, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, c. 207), to sell the immovables hereinunder designated to meet the payment of taxation arrears due the Municipal Corporation of the township of Delisle, with interest and costs, and that consequently, the said immovables shall be sold at public auction in the public hall of St. Cœur-de-Marie, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1956, at TEN THIRTY in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, the immovables on which the taxes exigible on or before the 31 of December 1955, shall have been paid at the time of the sale.

1. Georges Potvin.— The easterly half of lot No. 27 (½ E. No. 27), range five (5), of the official cadastre of the township of Delisle, county of Lake St. John, measuring some fifty acres, bounded northerly by range six, easterly by lot No. twenty-six, southerly by the public highway, all of which as it actually stands with servitudes both active and passive, apparent and unapparent.

2. Adélaïde Potvin.— The exact westerly half of lot of land No. 27 (½ W. No. 27), range five (5), of the official cadastre for the township of Delisle, with buildings erected thereon, which westerly half is thus bounded: northerly by the range line of ranges five and six of said township; southerly, by the front road of ranges four and five of the same township; easterly, by the exact easterly half of the lot, of which it forms part, and belonging to Georges Potvin; and westerly, by lot twenty-eight (No. 28).

3. Estate Onésime Martel.— A strip of land of irregular shape and situated in the municipality of Delisle, taken from said lot No. two (2) range two, of the official cadastre of the township of Delisle. Said strip of land crossing diagonally lot No. two, range two and is described as follows:

Commencing at the intersection of the dividing line of lots one and two, between the central line of the railroad at chaining 700-38, thence along the said railroad central line in a northwesterly direction, a distance of one thousand three hundred and eighty-seven feet (1,387') as far as its intersection with the dividing line of lots 2 and 2 at chaining seven hundred and fourteen twenty-five, with a uniform width of two hundred feet, two hundred feet (200') northeast and one hundred feet (100') to the southwest, measured perpendicularly with the railroad central line. This strip of land contains an area of three acres and four tenths 3/4, more or less, English measure. The said land is bounded as follows: northeasterly and southwesterly, by the residue of lot No. 2; easterly by lot No. 1; westerly by lot N-P 3-4 and by lot P. 3, belonging to Ernest Harvey or representatives.

4. Henri Larouche.— a) An emplacement, lying and situated to the southeast front of lot No. 31 of the official plan and book of reference of the cadastre for range five of the township of Delisle, measuring 100 feet in depth by a width of 50. Bounded westerly and northerly, by the residue of lot 31 of which it forms part; easterly by the land of Jos. Simard and southerly by the front road.

b) A plot of land forming part of lot 30, range 5, of

5, du cadastre officiel de canton Delisle, tel que clôturé et occupé; borné au nord et à l'est par le reste du lot 30; à l'ouest par le lot N° 31; au sud par le chemin public, mesurant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, avec toutes les servitudes actives et passives, attachées audit immeuble.

5° Edmond Bouchard.— Un terrain ou emplacement, situé en la paroisse de St-Cœur-de-Marie, mesurant une demie-acre ($\frac{1}{2}$ acre) de largeur, de l'est à l'ouest, sur un acre (1 acre) de profondeur, du nord au sud, faisant partie du lot numéro trente-sept (37), du rang cinq (5) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de canton Delisle. Borné au sud, au chemin de front des rangs quatre et cinq dudit canton; à l'est, au lot numéro trente-six, appartenant à John Larouche, et des autres côtés au reste du lot dont il fait partie et appartenant à Anicet Bouchard, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire la servitude concédée à la Cie Électrique du Saguenay.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera, en outre, sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Cœur-de-Marie, le 16 décembre 1955.

141413-51-2-o Le Secrétaire-trésorier,
NOËL DUFOUR.

the official cadastre of the township of Delisle, such as it is fenced-in and occupied, bounded northerly and easterly by the residue of lot 30; westerly by lot No. 31; southerly by the public highway, measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, with all servitudes both active and passive, attaching to said immovable.

5. Edmond Bouchard.— A piece of land or emplacement situated in the parish of St. Cœur-de-Marie, measuring a half acre ($\frac{1}{2}$ acre) in width, from east to west, by one acre (1 acre) in depth, from north to south, forming part of lot number thirty-seven (37), range five (5) on the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Delisle. Bounded to the south, by the front road of ranges four and five of said township; easterly, by lot number 36, belonging to John Larouche, and on the other sides by the residue of the lot of which it forms part and belonging to Anicet Bouchard, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies, save and except the servitude granted to the Saguenay Electric Company.

The purchasing price of each one of said immovables shall be payable immediately.

However, the sale shall be subject to a right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St. Cœur-de-Marie, December 16, 1955.

141413-51-2 NOËL DUFOUR,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, { HODGE BROS. LTD., un
N° 376,976 { corps politique et incor-
poré, dûment constitué en
corporation en vertu de la Loi, et ayant son
siège social et principale place d'affaires en les
cité et district de Montréal, demanderesse, vs
GILLES MORIN, de Châteauguay, district
de Beauharnois, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un septième indivisé d'un emplacement situé sur la rue Vinet, en la cité de Châteauguay connu et désigné comme étant le numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre-vingt-huit (N° 288-6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, mesurant cinquante pieds de longueur par deux cent quatre-vingt-cinq pieds de profondeur dans la ligne à l'est et trois cent quinze pieds de profondeur dans la ligne à l'ouest, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de N.D. de l'Assomption de Châteauguay Station, comté de Châteauguay, le JEUDI, NEUF FÉVRIER 1956, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, le 20 décembre 1955.
41463-52-2

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, { HODGE BROS. LTD., a
No. 376,976 { body politic and cor-
porate, duly incorporated ac-
cording to law, and having its head office and
principal place of business in the city and dis-
trict of Montreal, plaintiffs, vs GILLES MORIN
of Châteauguay, in the district of Beauharnois,
defendant.

As belonging to the defendant:

An undivided one-seventh of an emplacement, situated on Vinet Street, in the city of Châteauguay, known and designated as number six of the the official subdivision of the original lot number two hundred and eighty-eight (No. 288-6) of the Official Plan and Book of reference of the parish of St. Joachim de Châteauguay, county of Châteauguay, measuring fifty feet long, by two hundred and eighty-five feet in depth, in the line to the east, and three hundred and fifteen feet in depth, in the line to the west, with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of N.D. de l'Assomption of Châteauguay Station, county of Châteauguay, THURSDAY the NINTH day of FEBRUARY, 1956, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, December 20th, 1955.
41463-52-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Rimouski

Cour de Magistrat, { HARRY BÉLANGER
N° 31347. { de Sayabec, P.Q. de-
mandeur; contre PHILIPPE

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Rimouski

Magistrate's Court, { HARRY BÉLANGER,
No. 31347. { of Sayabec, P.Q.,
Plaintiff vs PHILIPPE

PE GENDRON de St-Octave de l'Avenir, comté de Gaspé; défendeur.

Le lot numéro 27 rang 9, Canton Cap-Chat, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Octave de l'Avenir, comté de Gaspé Nord, le QUATORZIÈME jour de JANVIER 1956 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q. le 30 novembre 1955. 41334-49-2-0

GENDRON, of St. Octave de l'Avenir, County of Gaspé, defendant.

Lot number 27, Range 9, Township of Cap-Chat, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St. Octave de l'Avenir, County of Gaspé-North, the FOURTEENTH day of JANUARY 1956, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., November 30th, 1955. 41334-49-2

Fieri Facias de Terris
Percé P.Q.

Cour Supérieure, { CHRISTOPHE CÔTÉ de
N° 3453 { Chandler, P.Q., deman-
deur, vs DAMASE GRE-
NIER, de Newport, comté de Gaspé, P.Q., dé-
fendeur:

Un certain morceau de terrain sis et situé dans le canton de Newport, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité de Newport, comme étant partie des lots 107 et 108 du premier rang du canton de Newport, étant borné comme suit: au sud par le blvd Perron à l'est par Vital Blais, à l'ouest par Mauriel Cyr et au nord par le trait carré, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Un certain morceau de terrain sis et situé dans le canton de Newport, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité de Newport, comme étant le lot N° 25, du premier rang du village de Newport, étant borné comme suit: à l'est par la Seigneurie de Pabos, à l'ouest par Dominique Albert, au sud par le Golfe St-Laurent, au nord par le trait-carré, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Newport, P.Q., le DIXIÈME jour de JANVIER 1956 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., le 28 Novembre 1955.
41351-49-2-0

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { EUGÈNE BOUCHARD,
N° 17,231. { commerçant de l'endroit
appelé St-Léon le Grand, dis-
trict de Rimouski, demandeur vs ARSÈNE
PRONOVOST, de l'endroit appelé St-Zénon du
Lac Humqui, district de Rimouski, défendeur.

Les droits de préemption, les défrichements, les améliorations, les impenses et bâtisses se trouvant sur le lot N° dix-huit (18) du rang sept (7) au cadastre officiel du canton Jetté dans la paroisse de St-Zénon du Lac Humqui.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Zénon du Lac Humqui, le ONZIÈME jour de JANVIER, 1956, à TROIS heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

Le Député-shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 5 décembre 1955. 41342-49-2-0

Fieri Facias de Terris
Percé, P.Q.

Superior Court, { CHRISTOPHE CÔTÉ, of
No. 3453 { Chandler, P.Q., plain-
tiff, vs DAMASE GRENIER,
of Newport, county of Gaspé, P.Q., defendant.

A certain plot of land situated in the township of Newport, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the said municipality of Newport, as being part of lots 107 and 108 of the first range of the township of Newport, being bounded as follows: on the south, by the Perron Blvd., on the east, by Vital Blais, on the west, by Mauriel Cyr, and on the north, by the trait carré, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

A certain plot of land situated in the township of Newport, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the said municipality of Newport, as being lot No. 25, of the first range of the village of Newport, being bounded as follows: on the east, by the Seigneurie of Pabos, on the west, by Dominique Albert, on the south by the Gulf of St-Laurence, on the north, by the trait-carré, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Newport, P.Q., on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1956 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., November 28th, 1955.
41351-49-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { EUGÈNE BOUCHARD,
No. 17,231. { dealer in the place called
St-Léon le Grand, district of
Rimouski, plaintiff vs ARSÈNE PRONOVOST,
of the place called St-Zénon du Lac Humqui,
district of Rimouski, defendant.

The rights of preemption, clearing of land, improvements, expenses incurred for upkeep and buildings to be found upon lot No. eighteen (18) of range seven (7) of the official cadastre of the Jetté Township in the parish of St-Zénon du Lac Humqui.

To be sold at the door of the church of the parish of St-Zénon du Lac Humqui, on the ELEVENTH day of JANUARY, 1956, at THREE o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office,
Rimouski, December 5, 1955. 41342-49-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 24,736 { **L'HONORABLE WILLIAM COTTINGHAM**, fermier de la paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeur, vs **LÉONARD RODRIGUE**, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté et district de Beauharnois, et ayant un immeuble dans le comté d'Argenteuil, paroisse St-Jérusalem, défendeur.

Un certain morceau de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Jérusalem sous les numéros 1946 et 1947 contenant 100 acres en superficie.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse Ste-Anastasie de Lachute le **PREMIER FÉVRIER 1956** à **UNE** heure de l'après-midi.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. DAOUST.
St-Jérôme, le 20 décembre 1955. 41456-52-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 347,434. { **LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA**, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, vs **DAME HELEN COSMUIK PAULENCO**, épouse séparée de biens de Georges Paulenco et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, domiciliée à Lachine, district de Montréal, défenderesse.

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de l'augmentation du canton de Grenville, comté d'Argenteuil, comme étant le lot numéro trois C du septième rang (3-C-7R), ledit lot étant borné au nord-est par le huitième rang, au sud-ouest par les lots 3A et 3B, au sud-est par le lot numéro 2B, au nord-ouest par le lot numéro 4B.

Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro quatre B du septième rang (4B-7R) borné au nord-est par le huitième rang, au sud-ouest par le lot numéro 4A, au sud-est par le lot numéro 3C, au nord-ouest par le lot numéro 5B.

Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant le lot numéro trois du huitième rang (3-8R), borné au nord-est par le neuvième rang, au sud-ouest par le septième rang, au sud-est par les lots numéros 2A et 2B et au nord-ouest par le lot numéro quatre.

Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant la partie nord de la partie sud du lot numéro 4 du huitième rang (P.N. de P.S. 4-8R), borné au nord-est par une partie du lot numéro 4 connue comme étant la partie nord dudit lot et appartenant à la Couronne, au sud-est par le lot numéro 3 et au nord-ouest par le lot numéro 5A, contenant environ quarante-six acres en superficie, mesure anglaise et plus ou moins.

Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant la demi-est du lot numéro 5A du huitième rang ($\frac{1}{2}$ est de 5A-8R), borné au nord-est par le lot numéro 5B, au sud-ouest par le septième rang, au sud-est par le lot numéro 4 et au nord-ouest par le résidu du lot N° 5A; contenant ladite

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 24,736 { **THE HONOURABLE WILLIAM COTTINGHAM**, farmer of the parish of St. Jérusalem, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiff, vs **LÉONARD RODRIGUE**, of the city of Salaberry-de-Valleyfield, county and district of Beauharnois, and having an immoveable property in the county of Argenteuil, parish of St. Jérusalem, defendant.

A certain piece of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Jérusalem as numbers 1946 and 1947 containing an are of 100 acres.

To be sold at the door of the catholic church of the parish of St. Anastasie de Lachute, the **FIRST** day of **FEBRUARY 1956** at **ONE** o'clock in the afternoon.

J. H. DAOUST,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
St. Jérôme, December 20, 1955. 41466-52-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 347,434. { **THE PROVINCIAL BANK OF CANADA**, a body politic and corporate having its Head Office and principal place of business in the City and district of Montreal, plaintiff, vs **DAME HELEN COSMUIK PAULENCO**, wife separate as to property of Georges Paulenco and the latter to authorize his wife for the purpose herein, residing at Lachine, district of Montreal, defendant.

A lot of land known and designated on the Official Plan and book of reference for the augmentation of the township of Grenville, county of Argenteuil, as being lot number three C in the seventh range (3-C-7R), the said lot being bounded to the north-east by the eighth range, to the south-west by the lots 3A and 3B, to the south-east by the lot number 2B, to the north-west by the lot number 4B.

A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as being lot number four B in the seventh range (4B-7R) bounded to the north-east by the eighth range, to the south-west by lot number 4A, to the south-east by lot number 3C, to the north west by lot No. 5B.

A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as being lot number three in the eighth range (3-8R), bounded to the north-east by the ninth range, to the south-west by the seventh range, to the south-east by lots numbers 2A and 2B and to the north-west by lot number 4.

A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as being the north part of the south part of lot number 4 in the eighth range (N.P. of S.P. 4-8R), bounded to the north-east by a part of lot number 4 known as being the north part of the said lot and belonging to the Crown, to the south-east by lot number 3 and to the north-west by lot number 5A, containing about forty-six acres, in superficies, english measure and more or less.

A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as being the east half of the lot number 5A in the eighth range ($\frac{1}{2}$ east of 5A-8R), bounded to the north-east by lot number 5B, to the south-west by the seventh range, to the south-east by the lot number 4 and to the north-west by the residue

demi-est une superficie d'environ quarante-huit acres et trois perches, mesure anglaise et plus ou moins.

Un lot de terre connu et désigné aux dits plan et livre de renvoi officiels comme étant la demi-ouest du lot N° 5A du huitième rang ($\frac{1}{2}$ ouest de 5A-SR), borné au nord-est par le lot numéro 5B, au sud-ouest par le septième rang, au sud-est par l'autre demi du lot numéro 5A et au nord-est par le lot numéro 6A; ladite partie de lot ayant une superficie d'environ quarante-huit acres et trois perches, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées, avec tous ses droits, membres et appartenances et toutes servitudes actives et passives.

Les superficies totales desdits lots décrits ci-dessus étant d'environ cinq cent trente-neuf acres, un arpent et seize perches, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de Pointe-Calumet, le PREMIER FÉVRIER 1956 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
J. H. DAOUST.
Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 20 décembre 1955. 41455-52-2

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour de Magistrat { ROSS MUIR & GEOR-
N° 6757 GE MUIR, faisant af-
fares ensemble sous le nom

de Muir Bros. comme garagistes, en la ville de Lachute, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, demandeurs, vs ERNEST W. JACKSON, du même lieu, défendeur.

Ce certain morceau de terrain situé en la ville de Lachute formant partie des lots mil cent quarante-quatre, mil cent quarante-trois et mil cent quarante-deux (1144, 1143, 1142) tel que connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jérusalem, comté d'Argenteuil, lequel connu comme étant une portion du lot mil neuf cent soixante-dix-sept, lequel a amendé les lots 1144, 1143, et 1142 par et en vertu d'une correction faite audit plan officiel datée à Québec, le 12 mars 1913; avec la maison et les bâtisses dessus érigées; mesurant soixante-dix pieds de largeur, plus ou moins; le plus ou moins devant être au bailleur et au bénéfice de l'acheteur, par la profondeur qui doit se trouver entre les deux rues, borné au nord par la rue Foundry; au sud par la rue Robert ouest étant les parties restantes du lot 1142 possédées par Édouard Robidoux et W. T. Deacon; à l'est par la partie est du lot 1147 appartenant à George A. McGibbon.

La présente vente prend en considération celle que Dame Margaret McGibbon, veuve de Thomas Fraser *et al*, a effectuée à Téléphore Robinson couvrant la portion sud-est dudit lot 1142, 1143, 1144 portant date et passée devant Me Gaétan Valois, notaire le 2 août 1926, et enregistrée à Argenteuil sous le numéro 40060, et la vente que ledit Téléphore Robinson a faite à Mme Thomas Fraser *et al* portant date et passée devant Me Gaétan Valois, notaire, le 2 août 1926 et enregistrée sous le numéro 40061.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes qui peuvent y être attachées et où l'acheteur s'en déclare satisfait.

of the lot No. 5A; containing the said east half a superficies of about forty-eight acres and three rods, english measure and more or less.

A lot of land known and designated on the said official plan and book of reference as being the west half of lot No. 5A in the eighth range ($\frac{1}{2}$ west of 5A-SR), bounded to the north-east by lot number 5B, to the south-west by the seventh range, to the south-east, by the other half of the lot number 5A and to the north-east by the lot number 6A; the said part of lot having a superficies of about forty-eight acres and three rods, english measure and more or less.

With all the buildings thereon erected, and with all its rights, members and appurtenances, with all active and passive servitudes.

The total superficies of the said above described lots being of about five hundred and thirty-nine acres, three rods and sixteen perches, english measures and more or less.

To be sold at the Catholic church door of Pointe-Calumet on the FIRST day of FEBRUARY 1956 at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

J. H. DAOUST,
Deputy-Sheriff.
Sheriff's Office,
St-Jérôme, December 20, 1955. 41455-52-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Magistrate's Court { ROSS MUIR & GEOR-
No. 6757 GE MUIR, doing bus-
iness together under the

name of Muir Bros. as garage owners, in the town of Lachute, county of Argenteuil, district of Terrebonne, plaintiffs, vs ERNEST W. JACKSON, of the same place, defendant.

That certain piece of land situate in the town of Lachute, forming part of the lots one thousand one hundred and forty-four, one thousand one hundred and forty-three and one thousand one hundred and forty-two (1144, 1143, 1142) as known on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Jerusalem, d'Argenteuil, which is known as a portion of the lot one thousand nine hundred and seventy-seven which has amended the lots, 1144, 1143 and 1142 by and in virtue of a correction made to the said official plan dated at Quebec, the 12th March 1913; with the house and buildings thereon erected; measuring in width seventy feet more or less; the more or less to be at the lessor at the profit of the purchaser, by depth to be found between the two streets, bounded north by Foundry Street; south by Robert Street west remaining parts of lot 1142, owned by Edward Robidoux and W. T. Deacon; east by the eastern part of lot 1147 belonging to George A. McGibbon.

The present sale takes into account the sale which Dame Margaret McGibbon widow of Thomas Fraser *et al*, have granted into Téléphore Robinson covering the south-east portion of the said lot 1142, 1143, 1144, bearing date and passed before Me Gaétan Valois notary the 2nd of August 1926, and registered at Argenteuil under the number 40060, and the sale which the said Téléphore Robinson has granted to Mrs. Thomas Fraser *et al* bearing date and passed before Me Gaétan Valois, notary the 2nd of August 1926, registered under the number 40061.

As the whole now subsists with all the servitudes which may be attached thereto and where-with the purchaser declares himself to be content.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Ste-Anastasie de Lachute le PREMIER FÉVRIER 1956 à ONZE heures et TRENTE du matin.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif,
St-Jérôme, 20 décembre 1955. 41457-52-2

To be sold at the Catholic church door of the parish of St. Anastasie of Lachute on the FIRST day of FEBRUARY 1956 at ELEVENTH THIRTY o'clock in the morning.

J. H. DAOUST,
Sheriff's Office,
St. Jérôme, December 20th, 1955 41457-52-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 52

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1267-B — Construction, région de Sorel	4022
1268 — Établissements commerciaux de Magog	4024

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

4003

AVIS DIVERS:

Bélanger, Dr François (destitué)	4029
Bonaventure, munic. (nom changé)	4029
Club Kiwanis de Québec, Inc. (règlements)	4028
Les employés de United Paper Box Co. Limited, Inc. (formation)	4030
Pembroke Electric Light Company Limited (barrage)	4029
Progressive Finance Corporation Limited	4030
Saint-Damase-de-l'Islet, munic. (nom changé)	4030

CHARTES — ABANDON DE:

Conserverie Dorion Limitée — Dorion Preserving Limited	4030
L'Oeuvre du Foyer	4031

COMPAGNIES DISSOUTES:

Chas. H. Turner & Co. Ltd.	4031
Harpel Limited	4031
Jordan Sportwear Incorporated	4031
Les Entrepôts de l'Est Limitée — Eastern Storage Limited	4032
Les Immeubles Marquis Ltée — Marquis Realities Ltd.	4032
Rawin Construction Ltd.	4032

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Bishop's College	4033
Dulude, Léonard	4035
Hauterive, ville de	4036
Lachine, cité de	4034
Langlais, André	4037
Laperrière, Paul-Émile	4034
Le Bureau Métropolitain des écoles protestantes de Montréal	4035
Melchers Distilleries Limited	4036
Muszka, A. de S.	4035
Richmond, ville de	4032
Rivière-des-Prairies, ville de	4035
St. Léonard-de-Port-Maurice paroisse	4034
Succession J.-L. Sabbath	4033
The International Society of Commerce Limited	4033
Trans-Canada Pipe Lines Limited	4036
White, Mary Eileen et al.	4036

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Farmborough (protestante)	4037
---------------------------	------

ORDERS IN COUNCIL:

1267-B — Construction, région de Sorel	4022
1268 — Commercial establishments of Magog	4024

NOTICE TO INTEREST PARTIES:

4003

MISCELLANEOUS NOTICES:

Bélanger, Dr François (dismissed)	4029
Bonaventure, munic. (name changed)	4029
Club Kiwanis de Québec, Inc. (by-laws)	4028
Les employés de United Paper Box Co. Limited, Inc. (formation)	4030
Pembroke Electric Light Company Limited (dam)	4029
Progressive Finance Corporation Limited	4030
Saint-Damase-de-l'Islet, munic. (name changed)	4030

CHARTERS — SURRENDER OF:

Conserverie Dorion Limitée — Dorion Preserving Limited	4030
L'Oeuvre du Foyer	4031

COMPANIES DISSOLVED:

Chas. H. Turner & Co. Ltd.	4031
Harpel Limited	4031
Jordan Sportwear Incorporated	4031
Les Entrepôts de l'Est Limitée — Eastern Storage Limited	4032
Les Immeubles Marquis Ltée — Marquis Realities Ltd.	4032
Rawin Construction Ltd.	4032

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Bishop's College	4033
Dulude, Léonard	4035
Hauterive, town of	4036
Lachine, city of	4034
Langlais, André	4037
Laperrière, Paul-Émile	4034
The Protestant School Board of Greater Montreal	4035
Melchers Distilleries Limited	4036
Muszka, A. de S.	4035
Richmond, town of	4032
Rivière-des-Prairies, town of	4035
St. Léonard-de-Port-Maurice parish	4034
Estate J. L. Sabbath	4033
The International Society of Commerce Limited	4033
Trans-Canada Pipe Lines Limited	4036
White, Mary Eileen et al.	4036

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

Farmborough (protestante)	4037
---------------------------	------

Granby (protestante).....	4037
Ste-Catherine-de-Hatley.....	4038
Ste-Jeanne-d'Arc.....	4037
Ste-Marie-Médiatrice.....	4038
Ville St-Martin.....	4038

EXAMEN DU BARREAU:

Saguenay, (étude du droit).....	4038
---------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Aluminium Construction Inc.....	4004
Anthony Yacovelli Ltd.....	4005
Baillargeon & Dion Incorporé.....	4005
Bates RD. Bldg. Co.....	4005
Birchwood Holdings Inc.....	4006
Bouchard & Bouchard Ltée.....	4006
Decelles Avenue Holdings Ltd.....	4006
Desmarais & Lemaire Ltée.....	4007
Dolansky Investment Corp.....	4007
Doucet Automobiles Inc.....	4007
Elron Realities Ltd.....	4008
Federal Frozen Foods Ltd.....	4008
Flask Electric Inc.....	4008
Globe Steel Products Co. Ltd.....	4009
H. J. B. Hamilton Inc.....	4009
J. H. Sherrick Inc.....	4009
Junior Jents Inc.....	4010
Lachenaie Associates Inc.....	4010
Laroche Distribution Inc.....	4010
Laurin Enterprises Inc.....	4011
Lemieux Télévision Limitée.....	4011
Master Enterprises Co. Ltd.....	4011
M. Busch Ltd.....	4012
Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.....	4012
Nevitt's Inc.....	4012
New Castle Mining Limited.....	4013
Newkirk & Co. Ltd. (Quebec).....	4013
N. Rubin Ltd.....	4013
Orchidée Inc.....	4014
Park Ventures Ltd.....	4014
Patty Page Incorporée — Patty Page Incorporated.....	4014
Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante D'Ile Perrot.....	4015
Quality Packers Co.....	4015
Quebec St. Lawrence Steel Corporation.....	4016
Raymond Perrault Auto Ltd.....	4016
Rome-Venice Inc.....	4016
Smelter Power Corporation.....	4017
South Shore Sporting Centre Inc.— Centre Sportif Rive Sud Incorporé.....	4017
Villeray Roof & Metal Work Limited.....	4018
While Paints Co. Ltd.....	4018
Wolac Industries Ltd.....	4018

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Aylmer Homes Limited.....	4019
B. K. Johl Inc.....	4019
Canada Broom Supply Co. Ltd.....	4019
Canadian Simplex Sales Company.....	4019
Chanteclere (Limitée).....	4020
Chic Juniors Sportswear Incorporated..	4020
Electro — Blender Co. Ltd.....	4020
Helia Realty Corporation.....	4020
Liberty Watch Case Company Limited.....	4021
Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc.....	4021
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada.....	4021
Variety Textile Manufacturers Ltd.....	4021

SIÈGES SOCIAUX:

Aluminium Construction Inc.....	4039
Chevaliers de Colomb, Conseil 1813....	4039

Granby (protestant).....	4037
Ste-Catherine-de-Hatley.....	4038
Ste-Jeanne-d'Arc.....	4037
Ste-Marie-Médiatrice.....	4038
Town of St-Martin.....	4038

BAR EXAMINATION:

Saguenay, (study of law).....	4038
-------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Aluminium Construction Inc.....	4004
Anthony Yacovelli Ltd.....	4005
Baillargeon & Dion Incorporé.....	4005
Bates RD. Bldg. Co.....	4005
Birchwood Holdings Inc.....	4006
Bouchard & Bouchard Ltée.....	4006
Decelles Avenue Holdings Ltd.....	4006
Desmarais & Lemaire Ltée.....	4007
Dolansky Investment Corp.....	4007
Doucet Automobiles Inc.....	4007
Elron Realities Ltd.....	4008
Federal Frozen Foods Ltd.....	4008
Flask Electric Inc.....	4008
Globe Steel Products Co. Ltd.....	4009
H. J. B. Hamilton Inc.....	4009
J. H. Sherrick Inc.....	4009
Junior Jents Inc.....	4010
Lachenaie Associates Inc.....	4010
Laroche Distribution Inc.....	4010
Laurin Enterprises Inc.....	4011
Lemieux Télévision Limitée.....	4011
Master Enterprises Co. Ltd.....	4011
M. Busch Ltd.....	4012
Montreal Frame & Furniture Co. Ltd.....	4012
Nevitt's Inc.....	4012
New Castle Mining Limited.....	4013
Newkirk & Co. Ltd. (Quebec).....	4013
N. Rubin Ltd.....	4013
Orchidée Inc.....	4014
Park Ventures Ltd.....	4014
Patty Page Incorporée — Patty Page Incorporated.....	4014
Protestant Benevolent Association of Ile Perrot — Association Bienfaisante Protestante D'Ile Perrot.....	4015
Quality Packers Co.....	4015
Quebec St. Lawrence Steel Corporation.....	4016
Raymond Perrault Auto Ltd.....	4016
Rome-Venice Inc.....	4016
Smelter Power Corporation.....	4017
South Shore Sporting Centre Inc.— Centre Sportif Rive Sud Incorporé.....	4017
Villeray Roof & Metal Work Limited.....	4018
While Paints Co. Ltd.....	4018
Wolac Industries Ltd.....	4018

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Aylmer Homes Limited.....	4019
B. K. Johl Inc.....	4019
Canada Broom Supply Co. Ltd.....	4019
Canadian Simplex Sales Company.....	4019
Chanteclere (Limitée).....	4020
Chic Juniors Sportswear Incorporated..	4020
Electro — Blender Co. Ltd.....	4020
Helia Realty Corporation.....	4020
Liberty Watch Case Company Limited.....	4021
Rôtisserie Laforte Bar-B-Q Inc.....	4021
Trans-Canada Corporation Fund — Corporation de Valeurs Trans-Canada.....	4021
Variety Textile Manufacturers Ltd.....	4021

HEAD OFFICES:

Aluminium Construction Inc.....	4039
Knights of Columbus, Council 1813....	4039

H.-Paul Chevalier Inc.....	4040	H.-Paul Chevalier Inc.....	4040
L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec Inc.—The Retail Merchants' Associations of Canada-Quebec Inc.....	4038	L'Association des Marchands Détaillants du Canada-Québec Inc.—The Retail Merchants' Association of Canada-Quebec Inc.....	4038
Mt. Bruno Construction Inc.....	4040	Mt. Bruno Construction Inc.....	4040
Newkirk & Co. Ltd. (Quebec).....	4039	Newkirk & Co. Ltd. (Quebec).....	4039
Shawinigan Auto Electric Inc.....	4040	Shawinigan Auto Electric Inc.....	4040
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Legendre Auto Inc.....	4040	Legendre Auto Inc.....	4040
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Perron <i>et vir</i> vs Perron <i>et al.</i>	4041	Perron <i>et vir</i> vs Perron <i>et al.</i>	4041
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Délisle, Munic. Canton.....	4042	Délisle, Munic. township.....	4042
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Hodge Bros. Ltd. vs Morin.....	4043	Hodge Bros. Ltd. vs Morin.....	4043
GASPÉ:		GASPÉ:	
Bélanger vs Gendron.....	4043	Bélanger vs Gendron.....	4043
Côté vs Grenier.....	4044	Côté vs Grenier.....	4044
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Bouchard vs Pronovost.....	4044	Bouchard vs Pronovost.....	4044
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Banque Provinciale du Canada vs Paulenco <i>et vir</i>	4045	Provincial Bank of Canada vs Paulenco <i>et vir</i>	4045
Cottingham vs Rodrigue.....	4045	Cottingham vs Rodrigue.....	4045
Muir <i>et al</i> vs Jackson.....	4046	Muir <i>et al</i> vs Jackson.....	4046
41439-o		41439-o	

